

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

Livrable final

Analyse politique et accompagnement du « Quizz du Berger »

Référence étude : 2022_002_CE_001

- 1

2 3

9 10

16 17

24

23

30 31

Tous droits de reproduction réservés

Association régie par la loi 1901 - membre de la Confédération Nationale des Junior-Entreprises SIRET : 527 552 798 00 011 | CODE APE : 9499Z | N°URSSAF : 310 2323 556 N° TVA intracommunautaire : FR04 527 552 798 00 011

1



SOMMAIRE

Executive Summary	4
Introduction	5
Nos Analyses	
Nicolas Dupont Aignan	6
Anne Hidalgo	12
Yannick Jadot	19
Jean Lassalle	25
Marine Le Pen	31
Emmanuel Macron	37
Jean-Luc Mélenchon	43
Valérie Pécresse	50
Philippe Poutou	56
Fabien Roussel	61
Christiane Taubira	67
Éric Zemmour	73
Nos Recommandations	
Générales	79
Nicolas Dupont Aignan	80
Anne Hidalgo	94
Yannick Jadot	109
Jean Lassalle	126
Marine Le Pen	138
Emmanuel Macron	151



SOMMAIRE

Jean-Luc Mélenchon	161
Valérie Pécresse	174
Philippe Poutou	185
Fabien Roussel	
Christiane Taubira	214
Éric Zemmour	228
Notre équipe	240





Quizz du Berger

Phase 2 : Analyse des programmes politiques & réponses au quizz

Au sein de cette phase, les deux Etudiant-Intervenants de la phase 1, accompagnés des 2 Etudiant-Intervenants supplémentaires, se sont appropriés les programmes et les idées de chaque candidat à l'élection présidentielle. Ils ont chacun réalisé la synthèse des programmes de trois candidats, recouvrant ainsi l'ensemble des candidats potentiels. Le choix des candidats s'est fondé de manière à correspondre aux candidats renseignés sur le site.

Ils se sont appuyés sur les programmes politiques, les ouvrages et le courant politique du parti de chacun, dans le but de résumer leur ligne politique respective sur les différentes thématiques.

Ils ont réalisé une synthèse générale du programme de chaque candidat en abordant les idées phares dans une dizaine de lignes. Ces synthèses pourront alors être disponible à la fin du quizz afin de permettre une meilleure compréhension de l'ensemble des idées des candidats.

Les candidats analysés par les Étudiant-Intervenants, au nombre de douze, sont : Nicolas Dupont Aignan, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Pécresse, Philippe Poutou, Fabien Roussel, Christiane Taubira, Éric Zemmour.

Par ailleurs, les quatre Etudiant-Intervenants ont répondu au nouveau quizz en se glissant dans la peau de chaque candidat. Ces réponses font donc office de recommandations issues de l'analyse menée. Ils ont fait preuve du plus grand pragmatisme en respectant une neutralité axiologique, ainsi qu'en respectant la ligne politique de chacun.

Le livrable final, d'au minimum une trentaine de pages, prend la forme de résumés thématiques de la ligne politique de chaque candidat pour chacune des rubriques, ainsi qu'un résumé général de la pensée politique du candidat.





Présentation de l'étude

Contexte

Dans le cadre de l'élection présidentielle d'avril 2022, Le Quizz du Berger est un outil créé pour permettre à l'électeur de trouver son candidat, mais surtout de remettre en question les présupposés des électeurs sur la pensée politique des candidats. En effet, il s'agit de pousser l'électeur à réfléchir et de mettre en exergue les thèmes de désaccord avec son candidat favori, afin de prendre du recul et de considérer les autres options existantes. Le quizz, en ligne, gratuit et universel, porte sur des questions thématiques et actuelles, telles que l'écologie, l'éducation, la santé, l'économie, la sécurité ou encore la culture. En outre, ce quizz revêt une dimension d'intérêt général en proposant aux personnes peu ou non politisées une grille de lecture simplifiée de l'offre politique.

Problématique de l'étude

L'étude consiste à rendre le quizz neutre et pertinent. Ceci se fera d'une part à travers une amélioration et une modification des questions puis des propositions afin de garantir l'objectivité du quizz et d'autre part, en renseignant les réponses des candidats de manière scientifique.

Objectifs de l'étude

1

Analyse & neutralisation du quizz

- Analyse du quizz
- Recommandations & neutralisation du quiz

Analyse des programmes politiques & réponses au quizz

2

- Recherche & analyse des programmes politiques de chaque candidat
- Rédaction de synthèses
- Recommandations de réponses au quizz



Affaires étrangères

Nicolas Dupont Aignan annonce qu'il souhaite retrouver une politique étrangère indépendante qui sert les seuls intérêts de la France. Ce faisant, il envisage de soutenir et de développer à grande échelle la francophonie, levier de l'influence française, réaffirmer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect du multilatéralisme pour relever les défis globaux. De plus, il annonce vouloir sortir du commandement intégré de l'OTAN. Par ailleurs, il veut faire face avec détermination, y compris par des mesures de réassurance militaires majeures, aux agressions turques qui visent nos alliés (Grèce, Chypre...) et qui constituent une grave menace à la stabilité en Méditerranée orientale. Enfin, il souhaite gagner la guerre contre les mouvements terroristes islamiques en coopérant avec les Etats qui suivent le même objectif et affirmer la présence française dans la zone Asie Pacifique face à la montée en puissance chinoise.

Agriculture et alimentation

Le candidat désire renouer avec une vraie PAC et ses 3 volets : préférence communautaire, prix garantis et quotas ou mettre en œuvre une politique agricole nationale. Il envisage aussi d'exiger l'étiquetage obligatoire du pays d'origine des produits et de renforcer la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) pour mieux contrôler le respect des lois. Par ailleurs, il prévoit de mettre fin à l'accumulation des normes et des réglementations écologiques toujours plus absurdes selon lui mais aussi de revaloriser de 30 % l'aide à la conversion à l'agriculture biologique. Enfin, il souhaite soutenir nos terroirs en incitant les collectivités publiques telles que les cantines scolaires à se fournir chez des producteurs locaux et à privilégier le bio français.

Climat, Énergie et Écologie

Le candidat désire conforter une énergie électrique décarbonée qui nous permet d'être indépendants et innovants, tout en corrigeant ses défauts et en investissant massivement dans les énergies du futur. Ainsi, il souhaite refaire du nucléaire français une filière indépendante et d'excellence. Ensuite, il envisage de lancer un vaste plan d'équipement d'isolation thermique et phonique des bâtiments particuliers, mais aussi de créer un livret d'épargne « dispositifs d'économie d'énergie » et enfin de relancer l'innovation dans le secteur automobile. Par ailleurs, il aimerait rendre obligatoire la vidéosurveillance dans tous les abattoirs, interdire la consommation de viande de cheval et créer une délégation interministérielle pour la dignité animale.



Culture

Le candidat pense qu'il faudrait rétablir les crédits d'entretien et de restauration du patrimoine amputés ces dernières années. Il propose également d'imposer une pièce de théâtre hebdomadaire sur les chaînes les plus visionnées du service public. Par ailleurs, il veut conserver le régime de l'intermittence et instaurer la gratuité des musées le dimanche pour les citoyens français et les résidents en France. De plus, il envisage de mettre en place un véritable enseignement d'histoire de l'art dans les collèges et les lycées, avec la création d'un CAPES et d'accroître les fonds de livres audios et en braille dans les bibliothèques pour les personnes en situation de handicap.

• Démographie, immigration et émigration

Le candidat prévoit de rétablir un contrôle aux frontières par la fin des accords de Schengen, de réformer le droit d'asile en le limitant aux individus qui le demandent aux frontières et de remplacer le droit du sol et l'obtention de la nationalité par un processus de naturalisation exigeant. Pour finir, il souhaite expulser les délinquants étrangers à l'issue de leur peine et n'accorder le droit de vote qu'aux seules personnes disposant de la nationalité française.

Dépense et dette publiques

Nicolas Dupont-Aignan veut stopper l'alourdissement de la dette pour les générations futures. Il propose de réformer l'Etat pour limiter "le gaspillage et la dispersion de l'argent public". Les effectifs de la fonction publique seront redéployés et des contrats d'objectifs par ministère mis en œuvre. Le candidat compte passer en revue l'ensemble des niches fiscales et sociales et supprimer celles qui sont inutiles et coûteuses.

Économie et Industrie

Le candidat propose de relocaliser un million d'emplois en mettant en place un patriotisme économique strict pour protéger la France, son modèle social et environnemental. De plus, il souhaite orienter l'épargne des Français vers la production nationale et l'innovation, par des incitations fiscales sur le capital. Par ailleurs, il envisage de permettre aux entreprises de se défendre face à la concurrence déloyale et de restaurer des règles commerciales équitables.



Finance

Le candidat annonce qu'il veut renforcer les soutiens bancaires pour les entreprises qui conquièrent de nouveaux marchés à l'étranger, nommer un dirigeant de PME au poste de ministre de l'Economie, ainsi qu'aucune nouvelle taxe pour les TPE/PME. De plus, il envisage de faciliter les relations entre TPE/PME, banques commerciales et BPI France afin d'étendre le crédit aux entrepreneurs et de proposer, au nom de la France, une initiative internationale pour lutter contre la spéculation destructrice ainsi qu'interdire le trading à haute fréquence.

Gouvernance et République

Le candidat aimerait avoir recours à la pratique référendaire sur les sujets clés tels que l'Union européenne, la laïcité, l'école, le code pénal ou encore l'immigration. Il prévoit l'instauration du référendum d'initiative populaire ou citoyenne (RIC) à partir de 500 000 signatures ainsi que la prise en compte du vote blanc dans les résultats des élections et le rejet du scrutin s'il est majoritaire. Ensuite, il propose le retour au septennat avec possibilité d'un referendum révocatoire d'initiative citoyenne à mi-mandat.

Pandémie Covid 19

Le candidat pense qu'il est nécessaire de supprimer l'état d'urgence sanitaire et des mesures liberticides comme le pass sanitaire ou vaccinal.

Police, Justice et Sécurité

Le candidat propose de donner les moyens matériels et juridiques aux forces de l'ordre afin de ramener l'ordre, notamment de renforcer les pouvoirs de la police municipale mais aussi de développer les moyens techniques facilitant la communication entre les citoyens et les Forces de Sécurité Intérieure. Il souhaite également mener une politique de reconquête des zones de nondroit. Au niveau de la justice, il envisage de durcir le code de procédure pénale et d'en finir avec le sentiment d'impunité des délinquants, de réinstaurer les peines planchers, de simplifier le Code Pénal et le Code de Procédure Pénale afin de les rendre compréhensibles par les citoyens et de rétablir la cour d'assises avec jurys populaires. Enfin, il désire renégocier la Convention Européenne des Droits de l'Homme et la Charte des droits fondamentaux de l'UE sur certains points qui annihilent la liberté de choix des Français, notamment sur l'immigration.



Politique fiscale

Le candidat propose de taxer les importations ne respectant pas certaines normes sociales, sanitaires, environnementales et fiscales. Il propose d'interdire les importations qui ont un lien avec l'esclavagisme moderne. Par ailleurs, il prévoit de rétablir un impôt sur les grandes fortunes en excluant la résidence principale et en permettant de déduire tous les investissements dans les entreprises et organismes dont leur production est en France.

Recherche et éducation

Le candidat souhaite limiter l'usage du numérique à l'école primaire, exclure les élèves coupables de harcèlement et rendre possible la suspension des allocations familiales de leurs parents. Il souhaite réaffirmer le principe d'accès gratuit de l'enseignement supérieur, ainsi que la gratuité des concours pour les Français. Il prévoit également d'étendre l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires à l'Éducation Supérieure et aux instituts et laboratoires de recherche. Enfin, il aimerait que soit rétabli un service national de 3 mois obligatoire au cours duquel les jeunes auront l'opportunité de passer leur permis de conduire. Ce service national pourra être transformé en service militaire d'une durée d'1 an pour ceux qui le désirent.

Santé

Le candidat planifie de doubler le nombre de lits de réanimation pour parvenir à dix mille lits en cinq ans avec les personnels qualifiés. De plus, il souhaite accroître la prise en compte de la pénibilité du travail du personnel hospitalier par la création de primes spécifiques. Il a également l'intention d'augmenter le nombre de places dans les études de médecine afin d'atteindre 12 000 praticiens par an. Enfin, il annonce vouloir créer une bourse pour les étudiants en médecine en échange de laquelle ils s'engageront à s'installer dans une zone sous-dotée pendant leurs 5 premières années afin de mettre fin aux déserts médicaux, ainsi que de permettre aux médecins s'établissant dans ces

zones-ci de toucher plus de revenus en complétant les dispositifs existants.

Société

Le candidat propose d'accorder une part fiscale entière aux familles ayant un enfant handicapé mais aussi de faire bénéficier aux personnes en situation de handicap un titre ouvrant droit à des réductions pour l'accès aux divertissements et à la culture. Par ailleurs, il souhaite mettre en place des peines planchers plus sévères envers les auteurs de violences faites aux femmes, de renforcer les sanctions contre les discours et représentations misogynes incitant à la violence, notamment dans le domaine artistique. Enfin, il envisage de créer un congé parental rémunéré à 75% du SMIC pour une durée de 3 ans, réparti entre les deux parents pour un seul enfant.



Travail, Chômage, Retraite

Le candidat envisage d'augmenter les salaires de 8%, (un 13ème mois) pour tous les salariés jusqu'à 3 SMIC sans peser sur le coût du travail pour les entreprises. De plus, il souhaite réduire les charges salariales qui font la différence entre le salaire net reçu par le salarié et le salaire brut payé par l'entreprise. Ensuite, il aimerait également réindexer les pensions de retraite et les salaires des fonctionnaires sur l'inflation. Par ailleurs, il annonce vouloir supprimer les droits de succession sur la résidence principale. Enfin, il déclare vouloir imposer pour toute personne au RSA une journée de mission d'intérêt général par semaine pour la collectivité, et enfin pour les jeunes et les chômeurs de longue durée, la création d'un contrat de travail universel.

Union européenne

Le candidat envisage de suspendre immédiatement l'application des dispositions les plus contraires à l'indépendance de la France notamment l'impossibilité d'aider les entreprises nationales et cesser de verser les 9 milliards de solde net. Il prévoit de renégocier avec les partenaires européens un traité alternatif en faveur d'une communauté des nations libres. Si les négociations aboutissent, il propose de soumettre le traité à un referendum. Toutefois, il précise que si les négociations échouent, la France quittera l'Union européenne.

Il souhaite permettre à tous les pays qui le souhaitent de se réunir, en groupes à géométrie variable, autour de projets futurs dans le domaine de l'énergie pour préparer la transition, ou même dans le champ du numérique afin de retrouver notre souveraineté dans ce domaine par exemple.

Synthèse générale

Nicolas Dupont-Aignan est né le 7 mars 1961 à Paris au sein d'une fratrie de 3 enfants. Il est issu d'une famille de la classe moyenne. Il a déjà été candidat aux campagnes présidentielles, en 2012 et 2017. Il est également député de l'Essonne depuis 1997. Après un relatif rapprochement avec la candidate du Rassemblement National Marine Le Pen, il s'éloigne dorénavant de toute coalition avec cette dernière. Ainsi, dans son programme, il se dit entouré d'une équipe d'hommes et de femmes honnêtes, compétents, gaullistes et patriotes. Il souhaite restaurer l'indépendance nationale de la France vis-à-vis de l'Union européenne d'une part en rétablissant un contrôle aux frontières par la fin des accords de Schengen et d'autre part en sortant de l'OTAN. Ensuite, il annonce refaire du nucléaire une filière d'indépendance et dans le même temps, stopper toutes les implantations d'éoliennes en mer et sur terre, afin de préserver les paysages de la France. Le candidat propose également une lutte efficace contre les violences physiques et psychologiques que subissent les femmes en mettant en place des peines planchers.

NOS SOURCES Nicolas Dupont-Aignan



https://2022nda.fr

https://www.google.com/search?client=safari&rls=en&q=programme+des+candidats&ie=UTF-8&oe=UTF-8

https://www.ledauphine.com/elections/2022/02/01/le-programme-de-nicolas-dupont-aignan-(debout-la-france)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/14/le-programme-de-nicolas-dupont-aignan-a-la-presidentielle-2022_6113606_823448.html

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/que-contient-le-programme-economique-de-nicolas-dupont-aignan AN-202202170175.html

https://www.debout-la-france.fr

https://www.reussir.fr/election-presidentielle-2022-le-programme-agricole-de-nicolas-dupont-aignan



Affaires étrangères

Anne Hidalgo est une sociale-démocrate. En matière de diplomatie européenne, elle prône une Europe "puissante et humaniste". Selon elle, l'Europe ne se fera pas sans intégrer les problématiques de justice sociale et de transition énergétique, indissociables. A l'inverse, elle dénonce les politiques anti-migratoires de certains pays européens, et fustige les politiques d'austérité. Enfin, la candidate socialiste ne remet pas en cause l'appartenance de la France à l'OTAN, mais estime que l'Europe doit parler d'une voix forte lors de crises diplomatiques face aux USA et à la Russie.

Agriculture et alimentation

Dans son programme, la candidate socialiste englobe l'agriculture, l'alimentation et l'agroécologie dans un vaste volet écologie. Elle prévoit entre autres l'abolition du glyphosate dans les 100 premiers jours de son quinquennat, promet 30% d'agriculture biologique en 2030 et souhaite lancer des "Assisses du bien-être animal". Elle ambitionne de décliner au niveau européen un plan de stratégie alimentaire commun et un plan contre le gaspillage alimentaire. Enfin, la candidate souhaite lutter contre la précarité alimentaire et rendre accessible une nourriture de qualité pour tous, notamment en retravaillant les labels de produits français.

• Climat, Énergie et Écologie

Anne Hidalgo entend lutter contre le réchauffement climatique. Parmi ses propositions programmatiques, elle fait part de sa volonté d'instaurer une justice climatique qui vise à consacrer les droits de la nature. Cela se caractérise par la création d'un "Défenseur de l'Environnement" ou la reconnaissance du "crime d'écocide". En matière d'énergie, elle vise la décarbonisation de notre production et le 100% renouvelable "le plus tôt possible", sans toutefois préciser de délais clairs. La socialiste se positionne pour une "planification écologique" et affirme vouloir nommer un ministre du climat, de la biodiversité et de l'économie, qui sera le numéro 2 du gouvernement si elle est élue.

Culture

Anne Hidalgo entend défendre la liberté de création, en accordant une importance particulière au spectacle vivant, qui a été particulièrement touché par les conséquences de la crise sanitaire. Elle est une candidate qui entend lier culture et éducation : ainsi, elle se fixe pour objectif l'intervention de près de 10.000 artistes dans les écoles pour renforcer l'éducation artistique et culturelle des plus jeunes. Face au contexte de révolution numérique et à l'accroissement des effets de la mondialisation sur les artistes, elle souhaite s'engager à rémunérer de manière plus juste les auteurs, écrivains, producteurs et diffuseurs.



• Démographie, immigration et émigration

Se définissant comme "humaniste", elle-même issue de l'immigration espagnole, Anne Hidalgo estime que "la France doit garder une tradition d'accueil". En ce qui concerne l'immigration économique, elle est selon la candidate "incontournable" pour la France, estimant qu'il manque de la main d'œuvre dans plusieurs secteurs, comme la restauration, le bâtiment ou les hôpitaux. Elle qualifie de "vision desséchée et étriquée" la vision de certains de ses adversaires politiques opposés à l'immigration.

Dépense et dette publique

Le programme d'Anne Hidalgo contient plusieurs mesures susceptibles d'augmenter singulièrement la dépense publique. Parmi ces nouvelles mesures très coûteuses, on peut citer par exemple l'augmentation du SMIC de 15%. Elle souhaite également que chaque jeune de 18 ans puisse partir avec un capital de 5000 euros, une mesure destinée à près de 770.000 jeunes chaque année selon l'INSEE. Le journal économique « Challenges », chiffre l'ensemble de ses 70 mesures à un total de 50 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, qui conduiraient indubitablement à l'augmentation de la dette publique.

Économie et Industrie

L'augmentation du SMIC de 15% est la mesure économique majeure du programme d'Anne Hidalgo. De plus, la candidate souhaite encourager les entreprises à aller vers une réduction du temps de travail sans pour autant se positionner pour encadrer la durée légale. En matière d'égalité salariale, elle veut imposer des sanctions aux entreprises qui pratiqueraient des discriminations. Pour réindustrialiser la France, la candidate socialiste, décentralisatrice, souhaite faire des présidents de région des ministres de l'industrie de leurs territoires respectifs, misant sur quatre "odyssées" : la santé, le numérique, la mobilité et l'énergie.

Finance

Anne Hidalgo est une candidate qui parle fréquemment de finance verte, un concept sur lequel elle a travaillé en tant que maire de Paris, en nommant un adjoint délégué à cette spécialité. Pour la candidate socialiste, la finance doit être conditionnée à l'écologie, ce qui explique sa volonté de lier le ministère de l'Ecologie à celui de l'économie et des finances si elle est élue présidente de la République en avril prochain.



Gouvernance et République

Anne Hidalgo veut redonner aux citoyens le goût de la démocratie. Parmi ses mesures phare et ses propositions de réformes institutionnelles, on retrouve un scrutin mixte d'élection du Parlement, calqué sur le modèle allemand avec l'introduction d'une dose de proportionnelle, un renforcement des prérogatives du Premier ministre, l'abrogation du 49.3 qui permet au gouvernement d'engager sa responsabilité (hors lois budgétaires). Elle est partisane de la décentralisation du pouvoir, en renforçant les prérogatives des collectivités territoires et leur autonomie administrative. Enfin, elle souhaite abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans.

Pandémie Covid 19

Anne Hidalgo, tout comme son parti le PS, s'est dit favorable à la vaccination la plus large possible, allant jusqu'à formuler la proposition de vaccination obligatoire. En matière de politique à tenir face à la pandémie de COVID-19, la candidate socialiste s'est également exprimée pour affirmer sa volonté de ne pas confiner à nouveau.

Police, Justice et Sécurité

En matière de Défense, Anne Hidalgo souhaite augmenter le budget alloué à la recherche et au développement en matière militaire. Pour assurer la sécurité des Français, la candidate s'appuie sur deux priorités : "la tranquillité des Français et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée". Elle affirme vouloir recruter des fonctionnaires de police sans préciser combien ni à quelle échéance, et mise sur la formation des policiers, notamment face aux discriminations pour rapprocher les Français de leur police. Enfin, en matière de justice, Anne Hidalgo souhaite recruter massivement pour mettre un terme à la lenteur de notre système judiciaire, tout en renforçant son indépendance.

Politique fiscale

La candidate socialiste espère créer un "impôt de Solidarité sur la Fortune Climat et Biodiversité" dans l'optique de faire contribuer les plus aisés au financement de la transition énergétique. En plus de cette mesure, Anne Hidalgo prévoit aussi de surtaxer les placements ayant un lien avec les énergies fossiles. Elle envisage de baisser la TVA sur les factures de gaz et d'électricité, et propose de consacrer 3% du PIB à la recherche et développement.



Recherche et éducation

En ce qui concerne son programme éducatif, Anne Hidalgo s'engage à mettre fin aux ghettos scolaires, en introduisant des mesures de mixité, avec un "plan mixité" mis en place par département. Elle veut supprimer Parcoursup, qu'elle juge injuste, et souhaite promouvoir les valeurs de la citoyenneté et du respect à l'école, qui passent par la sanction des atteintes à la laïcité et la lutte face au harcèlement scolaire. La candidate veut également soutenir la recherche en y consacrant 3% du PIB.

Santé

Anne Hidalgo souhaite faire du renforcement de l'hôpital public une des priorités de son mandat de Présidente. Parmi ses mesures, on retrouve la transformation du financement de l'hôpital public et de la santé publique. Toujours dans une optique de décentralisation, elle propose d'associer davantage les collectivités à la santé publique. Elle souhaite mettre en place de grands plans de prévention (cancer, diabète,...). Enfin, la santé mentale est un des aspects les plus importants pour la candidate PS, avec la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle.

Société

En matière sociétale, Anne Hidalgo et son parti, le Parti Socialiste, se définissent comme progressistes. Cela signifie qu'elle est favorable aux réformes sociales, comme le mariage pour tous ou la PMA pour toutes. En revanche, bien que cela ne figure pas dans son programme actuel, la candidate s'est toujours dit défavorable à la GPA, qui pourrait conduire à l'instrumentalisation du corps de la femme.

• Travail, Chômage, Retraite

En termes de politique de retraite, la candidate socialiste souhaite augmenter le minimum vieillesse d'environ 100 euros. Elle ne veut pas augmenter ni diminuer l'âge de départ à la retraite, qui restera fixé à 62 ans. De plus, la candidate souhaite abroger la réforme de l'assurance-chômage initiée par Emmanuel Macron. Enfin, la candidate avait évoqué la possibilité de doubler le salaire des enseignants, avant de se raviser en proposant que leur salaire soit indexé sur celui des cadres.

Union européenne

Anne Hidalgo propose un programme très axé sur une ambition européenne. Parmi ses mesures phare, elle souhaite comme une grande partie de la gauche lever les brevets sur les vaccins, ambitionne d'imposer un salaire minimum européen, organiser un sommet "Paris+10", 10 ans après la COP26 ou encore augmenter la taxation des multinationales européenne (de 15% actuellement).



Synthèse générale

Anne Hidalgo est maire de Paris. D'origine espagnole, la candidate s'est peu à peu imposée au sein de sa famille politique, le Parti socialiste, qui l'a désignée comme candidate pour concourir à l'élection présidentielle de 2022. Elle incarne la famille des sociaux-démocrates dans cette élection présidentielle, c'est-à-dire un courant idéologique et politique qui tend à incorporer des éléments du socialisme dans une économie capitaliste et libérale.

Néanmoins, la candidate propose quelques mesures originales qui sortent du cadre socialdémocrate, comme le droit de vote à 16 ans, une mesure de "renforcement de la citoyenneté". A l'inverse, elle défend l'héritage de son parti, et ne souhaite pas modifier l'âge de départ à la retraite, contrairement à tous les autres candidats de gauche.

Comme les sociaux-démocrates, elle reste très attachée à l'idéal européen.

Son programme économique est un programme de relance, avec un fort investissement dans l'éducation et dans la santé, ce qui ne sera pas sans conséquences, et conduira à une augmentation des dépenses publiques, et donc du déficit. Elle affirme son attachement aux valeurs républicaines, à la laïcité et à la lutte contre les discriminations.

Enfin, Anne Hidalgo est une candidate progressiste qui se positionne en faveur des réformes sociétales, comme le mariage pour tous et la PMA.

NOS SOURCES Anne Hidalgo



https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-2022-anne-hidalgo-plaide-pour-une-europe-puissante-et-humaniste-1369696

https://www.letelegramme.fr/elections/presidentielle/crise-en-ukraine-comment-se-positionnent-les-candidats-a-l-elysee-06-02-2022-12918271.php

https://www.reussir.fr/la-candidate-anne-hidalgo-devoile-ses-propositions-pour-une-agriculture-ecologique

https://www.lesechos.fr/elections/candidats/presidentielle-anne-hidalgo-presente-un-programme-axe-sur-le-social-lecologie-et-la-democratie-1378974

https://www.franceculture.fr/politique/culture-quelle-place-lui-donnent-les-candidats-a-la-presidentielle-2022

https://www.rtl.fr/actu/politique/immigration-economique-hidalgo-estime-que-la-france-ne-peut-pas-s-en-passer-7900092091

https://www.challenges.fr/politique/le-programme-a-50-milliards-d-euros-d-anne-hidalgo 796618

https://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/paris-se-dote-d-un-adjoint-pour-etre-a-la-pointe-de-la-finance-verte-853008.html

https://www.2022avechidalgo.fr/un president qui garantit mieux l essentiel en se melant moins de tout

https://www.2022avechidalgo.fr/une republique decentralisee aboutie qui garantit le service public dans chaque commune

https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Presidentielle-2022-les-20-mesures-phares-d-Anne-Hidalgo-1781924

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/03/anne-hidalgo-il-faut-engager-une-strategie-zero-covid-en-evitant-des-confinements 6071849 3232.html

NOS SOURCES Anne Hidalgo



https://www.2022avechidalgo.fr/deux grandes priorites pour la securite des français tranq uillite publique lutte contre le terrorisme et contre la criminalite organisee

https://www.2022avechidalgo.fr/une justice independante respectee et qui repond aux be soins des français

https://www.usinenouvelle.com/editorial/presidentielle-ce-que-l-on-sait-du-programme-economique-d-anne-hidalgo.N1781787

https://www.capital.fr/economie-politique/smic-chomage-retraite-le-programme-economique-danne-hidalgo-devoile-1425301

https://www.2022avechidalgo.fr/mettre fin aux ghettos scolaires pour retablir la promesse de la republique et permettre la reussite de tous les eleves

https://www.2022avechidalgo.fr/promouvoir a l ecole les valeurs de la citoyennete et du respect

https://www.2022avechidalgo.fr/consolider le role de l hopital public comme pilier de la sante des français

https://www.2022avechidalgo.fr/donner la priorite a la sante publique et a la prevention

https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Presidentielle-2022-les-20-mesures-phares-d-Anne-Hidalgo-1781924



Affaires étrangères

Le candidat soutient une vision diplomatique qui s'articule autour de trois axes : préserver les ressources de la planète et la paix, renforcer la solidarité, défendre la démocratie et les droits humains. Ainsi, il annonce vouloir organiser une conférence internationale sur le désarmement nucléaire afin d'élargir le processus P5 à l'Inde, au Pakistan et à Israël pour faire du désarmement nucléaire multilatéral une priorité. Ensuite, il souhaite soutenir une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU pour le rendre plus représentatif des différents continents, légitime et efficace. Par ailleurs, il propose une Organisation Mondiale de l'Environnement sur le modèle de l'Organisation Mondiale du Commerce. Enfin, il entend transformer l'aide au développement pour favoriser les partenariats solidaires. Le budget alloué à la solidarité internationale atteindra 0,7 % du revenu national brut au cours du mandat.

Agriculture et alimentation

Yannick Jadot promet une sortie de l'élevage industriel et la fin de l'élevage en cage d'ici à 2025. Il envisage d'interdire toute nouvelle méga-installation d'élevage ainsi que l'exportation d'animaux vivants hors de l'UE et de limiter leur transport au sein de l'UE à 8 heures. Il prône la pêche durable, la fin des pesticides, néonicotinoïdes et glyphosates ; et du 100 % bio et local dans les cantines à horizon 2027. Par ailleurs, il encourage l'initiative des collectivités territoriales pour l'installation et la transmission des exploitations, notamment par l'animation et le portage fonciers. Enfin, il songe à mieux utiliser la PAC pour une meilleure rémunération des agriculteurs et agricultrices.

Climat, Énergie et Écologie

Pour le candidat, il est impératif de préserver les espaces naturels. Ainsi, il souhaite atteindre 40% d'aires protégées sur le territoire terrestre d'ici 2030, stopper la bétonisation des sols dès 2025, mettre fin à la chasse le week-end et pendant les vacances scolaires pour partager l'accès à la nature, inscrire la protection du climat dans la Constitution, mettre fin à l'impunité des écocides, interdire le plastique à usage unique d'ici 2030, et pour finir limiter la publicité pour consommer autrement. Par ailleurs, le candidat prône la sortie du nucléaire. Il voudrait fermer les réacteurs actuels au fur et à mesure de leur obsolescence, dont une dizaine d'ici 2035. Il entreprend également de nationaliser EDF pour limiter la hausse des prix. Pour finir, il désire créer un vaste parc éolien terrestre avant 2027, et l'installation de 340 km2 de panneaux solaires d'ici à cinq ans.



Culture

Yannick Jadot annonce vouloir dédier 1 milliard d'euros supplémentaire par an au budget du ministère de la Culture et augmenter la part consacrée à la création de 25 %. Ensuite, il souhaite bâtir une France unie dans la diversité culturelle et compte agir sur trois axes : la mixité et la cohésion sociale, la promotion de la diversité des esthétiques et la multiculturalité. A cet effet, il entend défendre la reconnaissance des langues régionales par la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Enfin, il s'engage à soutenir les artistes en sécurisant leur carrière en mettant en place un revenu garanti.

Démographie, immigration et émigration

Le candidat annonce que cette thématique sera confiée à un « grand ministère » des solidarités. Il souhaite que les droits fondamentaux des migrants soient respectés, en garantissant leur accès à la santé et à des hébergements dignes et en mettant fin au harcèlement policier et judiciaire des migrants. Ainsi, il envisage que soient régularisées les personnes installées en France, justifiant d'un travail, d'une vie familiale ou d'enfants scolarisés. Enfin, la détention des migrants mineurs sera interdite.

Dépense et dette publique

Selon Yannick jadot, la neutralité carbone en 2050 nécessite un programme massif d'investissements, de l'ordre de 50 milliards d'euros. Il s'agira de 50 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires par an, qui seront orientées vers le climat, la justice sociale et l'égalité femmes-hommes.

Économie et Industrie

Yannick Jadot souhaite promouvoir un modèle de développement économique plus sobre. Il annonce vouloir investir 25 milliards d'euros par an dans les filières au service de la transition climatique. Notamment, il souhaiterait que les entreprises bénéficiant d'aides publiques soient soumises par des mesures respectant l'environnement et l'égalité homme/femmes. Il veut également créer un Impôt Climatique sur la Fortune, taxant les patrimoines supérieurs à deux millions d'euros. Il propose enfin d'augmenter le chèque énergie de 400 euros pour les foyers les plus modestes afin d'aider les citoyens à subvenir à leurs besoins en gaz et en électricité.



Finance

Yannick Jadot aspire à mettre en place une gouvernance des grandes entreprises avec conseil de surveillance et directoire, similaire à celle qui existe en Allemagne.

Gouvernance et République

Selon Yannick Jadot, les changements qu'impose la transition climatique exigent un véritable partage des pouvoirs dans une République écologique décentralisée, laïque et non-violente. Il prévoit de mettre en place une loi de séparation de l'Etat et des lobbies, d'ériger une barrière entre le service de l'intérêt général et les intérêts privés. A ce titre, tout départ d'un haut-fonctionnaire vers le secteur privé sera irrévocable. Également, il ambitionne de garantir l'indépendance des médias en renforçant les règles anti-concentration et en prenant en compte tous les modes de diffusion. Enfin, il aspire à protéger les libertés face aux réseaux sociaux en instaurant une régulation publique forte qui permettra de lutter contre la concentration de pouvoir des géants du numérique.

Pandémie Covid 19

Pour Yannick Jadot, l'épidémie de Covid a confirmé la faiblesse extrême de l'hôpital public et les fortes inégalités de santé dans le pays. Il souhaite lancer un Plan d'urgence pour l'hôpital public. Par ailleurs, il annonce augmenter le nombre de lits et les ratios soignants/patients de façon à garantir la sécurité et la qualité des soins notamment en embauchant 100 000 infirmiers et infirmières.

Police, Justice et Sécurité

Yannick Jadot souhaite doter la justice d'un milliard d'euros supplémentaire d'ici 2027, permettant le recrutement de 3 000 magistrats et 8 000 agents des tribunaux. Par ailleurs, il voudrait créer 20 000 postes de travailleurs sociaux et psychologues en direction des mineurs. De plus, il aimerait mettre en place une révision générale des peines de prison et la création d'une police de l'environnement. Il compte aussi lancer une conférence de respect et de confiance entre la police et les citoyens et citoyennes pour poser les éléments d'une loi de programmation afin de permettre aux forces de l'ordre d'avoir les moyens nécessaires à leur action. Il prévoit notamment que l'inspection générale de la police nationale (IGPN) soit placée sous la compétence du défenseur des droits.



Politique fiscale

Yannick Jadot annonce réformer la TVA pour rendre plus accessible les produits les plus vertueux n'ayant aucun impact sur le climat, et pénaliser ceux qui le sont le moins. Les produits bons pour la santé et l'environnement bénéficieraient du taux le plus faible. Le candidat aimerait rétablir une fiscalité plus progressive sur tous les revenus en supprimant le quotient conjugal afin de rendre les niveaux d'imposition indépendants des choix individuels de mise en couple. Il souhaite également rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Enfin, il désire mettre en œuvre une harmonisation fiscale européenne de la taxe verte sur les entreprises en fonction de leurs émissions carbones directes et indirectes et de leur impact sur la déforestation.

Recherche et éducation

Le candidat souhaite recruter 65 000 enseignants et revaloriser leurs salaires. Pour le climat, il aimerait ouvrir l'école sur les savoirs manuels et l'environnement. Au collège, il souhaite renforcer le principe d'un socle culturel commun et d'un cursus par cycle accessible à tous et toutes jusqu'au baccalauréat et valoriser la voie professionnelle indispensable à la transition. Il entend également remplacer Parcoursup par un système transparent pour ne laisser aucun bachelier sans inscription dans une des filières souhaitées.

Santé

Selon Yannick Jadot, la crise écologique menace notre santé dans la mesure où elle détériore notre qualité et notre espérance de vie. Ainsi, le candidat propose l'embauche de 100 000 infirmières et infirmiers et de revaloriser les salaires des soignants de 10%. Il veut également doubler les capacités d'accueil dans les facultés de médecine afin de lutter contre les déserts médicaux. Ensuite, le candidat souhaite investir dans la santé mentale. Pour cela, il prévoit de multiplier les bureaux d'aide psychologique universitaires et de mettre en place un remboursement sans avance de frais des consultations de psychologie de ville pour les moins de 25 ans.

Société

Yannick Jadot souhaite établir une véritable égalité salariale entre les femmes et les hommes. Il propose une rémunération qui devra être obligatoirement égale entre les deux genres dans toutes les entreprises de plus de 20 salariés et dans les administrations publiques, au risque de recevoir une amende de 330 euros par jour et par employée concernée jusqu'à régularisation. De plus, le candidat désire mettre fin à l'impunité des violences sexistes et sexuelles en garantissant une aide juridictionnelle adaptée aux victimes dès le dépôt de plainte et la mise en place de tribunaux et de brigades spécialisés. Aussi, il aimerait constitutionnaliser le droit à l'IVG. Enfin, Yannick Jadot souhaite légaliser le cannabis en encadrant sa consommation, sa production et sa vente. Il considère que cette proposition permettrait de mieux lutter contre l'addiction.



Travail, Chômage, Retraite

Le candidat prévoit d'augmenter le SMIC à 1 500 € net en cours de mandat. Le temps de travail lui, fera l'objet d'une convention citoyenne. Un droit au télétravail sera aussi instauré pour lutter contre le chômage. Le candidat souhaite adapter le marché du travail et accompagner les travailleurs sur le chemin de la transition écologique. Il souhaite tirer parti des enjeux de la rénovation énergétique pour créer des emplois locaux et dynamiser les quartiers populaires. Ainsi, il soutiendrait les salariés touchés par les destructions d'emploi, avec des aides à la reconversion et des mesures de protection.

Union européenne

Selon le candidat, l'Union européenne doit être renforcée pour lutter contre les crises environnementales. Toutefois, il souhaite rendre l'UE moins bureaucratique, plus fonctionnelle et efficace. Il aimerait faire passer certaines décisions de l'unanimité à la majorité qualifiée. Il aimerait également appliquer le principe de non-nocivité pour l'environnement et augmenter les ressources propres du budget européen notamment grâce à une nouvelle fiscalité directe et une taxe sur les transactions financières. A moyen terme, il appelle à mettre en œuvre une Convention constituante pour l'Union Européenne destinée à réformer les traités pour renforcer le rôle du Parlement européen et du Procureur européen et faciliter la saisie du Tribunal de première instance et de la CJUE par les citoyens.

Synthèse générale

Yannick Jadot est né le 27 juillet 1967 à Clacy-et-Thierret. Il est un militant écologiste et homme politique français. Il est membre des Verts à partir de 1999 et directeur des campagnes de Greenpeace France de 2002 à 2008. Il annonce vouloir porter l'espérance, un projet qui réconcilie avec l'avenir et les citoyens. Il est enclin à répondre aux défis du réchauffement climatique, des inégalités et des discriminations. L'écologie demeure pour lui, le seul projet qui se hisse à la hauteur de ces enjeux. Il veut notamment mettre fin à la vente des véhicules thermiques neufs d'ici à 8 ans. Il prône aussi la sortie du nucléaire. Il annonce la création de sept parcs éoliens en mer et le déploiement de 3 000 éoliennes terrestres avant 2027. Il entend interdire la chasse le week-end et durant les vacances scolaires. Il souhaite par ailleurs légaliser le cannabis. Enfin, son projet est de remettre l'État au service de la Nation et d'extirper les lobbies qui œuvrent dans l'ombre du pouvoir tout en prônant une France qui retrouve sa place dans l'histoire, en Europe et dans le monde.

NOS SOURCES

Yannick Jadot



https://www.jadot2022.fr/programme

https://www.lesechos.fr/elections/candidats/presidentielle-les-principales-mesures-du-programme-de-yannick-jadot-1383282

https://www.linternaute.com/actualite/politique/1779648-yannick-jadot-face-a-emmanuel-macron-un-discours-coup-de-poing-a-l-ue/

https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/01/29/yannick-jadot-presente-son-programme-et-fustige-les-plus-riches-qui-font-secession-de-leurs-responsabilites-sociales-et-climatiques 6111541 6059010.html

https://www.google.com/search?client=safari&rls=en&q=programme+des+candidats&ie=UTF-8&oe=UTF-8



· Affaires étrangères

En matière de politique étrangère, Jean Lassalle préconise une approche prudente et un recentrage de l'action française sur sa sécurité et son indépendance. Il défend ainsi un désengagement progressif de l'OTAN et une renégociation des traités militaires unissant la France et ses anciennes colonies africaines. Le candidat s'est aussi montré favorable à un contrôle parlementaire accru sur les missions françaises à l'étranger et les contrats d'armement, tout en proposant un soutien financier accru au développement du continent africain.

Agriculture et alimentation

Élu d'un territoire rural, le candidat Lassalle entend incarner la France des agriculteurs et des ruraux en utilisant fortement le pouvoir symbolique de cette identité affichée. La revalorisation de l'agriculture et le renforcement de la souveraineté alimentaire du pays constituent ainsi des éléments clés de son programme. Il propose notamment une redistribution plus égalitaire des aides de la PAC, des plans publics massifs pour désenclaver les territoires ruraux et favoriser le développement des infrastructures et une défense renforcée des modes de vie traditionnels et des paysages ruraux.

· Climat, Énergie et Écologie

Défenseur de la préservation du patrimoine rural, le candidat Lassalle se montre attaché à la défense de l'environnement et des paysages tout en demeurant méfiant face à "l'écologie urbaine" et à sa financiarisation. Il entend en ce sens renforcer la protection des paysages ruraux et durcir l'attribution des labels écologiques (AOP) afin de soutenir des activités réellement locales et protectrices de l'environnement. Il entend également sortir des directives européennes sur la préservation du patrimoine rural et développer les énergies renouvelables ne menaçant pas la ruralité.

Culture

Jean Lassalle présente une poignée de mesures destinées à revaloriser un secteur culturel jugé affaibli par la pandémie et surtout défendre son pluralisme face aux intérêts privés. Il propose ainsi une orientation des financements publics vers la création indépendante et un conditionnement de l'octroi d'aides étatiques à l'indépendance des propriétaires de médias privés. Il souhaite également faciliter la démocratisation culturelle en subventionnant les lieux offrant un accès aux plus défavorisés tout en revalorisant en milieu rural le statut et le traitement des intermittents du spectacle.



• Démographie, immigration et émigration

Le candidat Lassalle a affirmé sa volonté de lutter contre la chute de la démographie française et notamment le dépeuplement des campagnes, en investissant massivement dans le désenclavement rural. Il désire également s'attaquer à l'immigration illégale, par un renforcement des dispositifs policiers en Outre-Mer (notamment à Mayotte), mais aussi aux racines du problème en développant les liens économiques avec les pays africains et en rapatriant les troupes françaises.

Dépense et dette publique

Le candidat Lassalle a maintes fois dénoncé la "dictature fiscale" en critiquant l'usage du plafond de la dette comme justification d'un manque chronique d'investissements dans les infrastructures publiques et dans le maintien des services essentiels. Il entend ainsi relancer la dépense publique afin de réduire les clivages sociaux et les inégalités territoriales, notamment entre les zones urbaines et rurales.

• Économie et Industrie

Jean Lassalle souhaite une relance de l'économie française à travers d'une compétitivité accrue des TPE-PME et d'une reprise en main des secteurs jugés stratégiques par l'État. Il défend ainsi l'exonération de charges sociales sur les premières embauches pour le TPE-PME et la "renationalisation" d'un ensemble d'entreprises jugées stratégiques (EDF, autoroutes). Le candidat propose enfin un grand plan de réindustrialisation et la création de zones franches favorisant l'implantation d'entreprises dans certaines communes.

Finance

Le candidat Lassalle se méfie du secteur de la finance jugé comme gouverné par des forces économiques défendant par la spéculation leurs propres intérêts. Il s'est ainsi positionné plusieurs fois pour une réglementation accrue des investissements et des actifs financiers afin d'encadrer le comportement des acteurs du secteur de la bourse, tout en proposant une taxation progressive sur certaines transactions financières.



Gouvernance et République

Jean Lassalle propose une réforme profonde des institutions françaises afin de refonder les procédés démocratiques du pays. Il propose ainsi une reconnaissance pleine et entière du vote blanc, doublé d'une reconnaissance du référendum citoyen d'initiative partagée. Afin de préserver le bon fonctionnement des institutions, il entend également proposer par voie référendaire une réintroduction du septennat présidentiel. Enfin, il désire moraliser la vie politique en alignant les parlementaires sur le droit commun et en abolissant la Cour de Justice de la République pour placer les ministres sous le contrôle de la justice commune.

Pandémie Covid 19

À l'instar de la plupart des candidats, le candidat Lassalle juge sévèrement la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement, en déplorant sa verticalité et l'absence de concertation avec les élus locaux. Il est également opposé aux mesures de restriction des libertés telles que le pass sanitaire, en jugeant que ces dernières ne permettent pas d'augmenter la confiance des Français, mais que cela attiserait au contraire leur défiance envers les gouvernants.

Police, Justice et Sécurité

Jean Lassalle souhaite renforcer la sécurité des Français en augmentant les effectifs policiers et en renforçant les horaires des commissariats de certains quartiers ainsi que la présence de contrôles douaniers. Il propose également une délégation accrue des compétences sécuritaires aux collectivités locales, notamment par la création d'une unité de réserve communale de sûreté chargée d'aider la police municipale dans ses tâches quotidiennes.

Politique fiscale

Le candidat Lassalle désire en matière fiscale, augmenter la contribution des plus riches à l'effort national tout en allégeant les indépendants et les petites entreprises victimes d'un "matraquage fiscal". Il propose notamment le rétablissement de l'impôt sur la fortune et la suppression de l'impôt sur la fortune immobilière (qui l'avait remplacé), ainsi que des exonérations de charges dans les premières embauches pour les TPE-PME.



Recherche et éducation

Jean Lassalle désire relancer la recherche française en augmentant les investissements publics et en développant les capacités nationales de recherches dans les domaines sociaux, du spatial et des océans. Il défend également un libre-accès au savoir en ligne. En matière éducative, le candidat désire refonder le modèle scolaire français en revalorisant le salaire et le statut des enseignants tout en développant l'alternance et les filières professionnelles. Il désire enfin supprimer le nouveau baccalauréat et instaurer des voyages linguistiques pris en charge par l'État.

Santé

Jean Lassalle entend réorganiser notre système de santé en luttant contre la désertification médicale, notamment en milieu rural. Il entend ainsi universaliser la sécurité sociale à l'ensemble des prestations médicales et recruter près de 100'000 professionnels de santé supplémentaires. Son programme prévoit également la mesure symbolique d'un hôpital à moins de 40 minutes pour chaque Français et Française et une réouverture de nombreux lits médicaux. Enfin, il veut supprimer les ARS et augmenter les places disponibles en université de médecine afin de lutter contre la pénurie de médecins libéraux.

Société

Jean Lassalle entend refonder un modèle social qui arrêterait d'oublier certains pans de la population. Afin de repenser un contrat social important, le candidat défend la tenue de grandes concertations entre représentants patronaux et syndicaux. Il propose également de reconnaître auprès des retraités, le statut de troisièmes partenaires sociaux officiels et de constitutionnaliser la solidarité intergénérationnelle. Enfin, il désire multiplier les soutiens financiers à la jeunesse notamment en créant un RSA spécifique aux moins de 25 ans et développer la reconnaissance et la prise en charge du handicap dans le pays.

Travail, chômage, retraite

Jean Lassalle défend une revalorisation du travail des individus en augmentant le SMIC et la prime d'activité. Il propose également de favoriser l'embauche dans les TPE-PME par des exonérations de charges et une priorisation de ces entreprises dans la commande publique. Enfin, le candidat s'est opposé à la réforme des retraites en défendant le maintien du système par répartition au nom de la solidarité intergénérationnelle.



Union européenne

Le candidat Lassalle désire permettre à la France de retrouver sa souveraineté dans une Europe des Nations. Il promet ainsi de renforcer les marges de décision nationale dans l'élaboration des politiques communes et de soumettre au contrôle parlementaire l'application des directives européennes. Désireux de favoriser la coopération bilatérale, Lassalle défend aussi une renégociation de la participation française dans le budget de l'Union européenne et une interruption de la compétence communautaire de négociations d'accords de libre-échange auxquels il se montre opposé.

Synthèse générale

Originaire des Pyrénées-Atlantiques et maire de Lourdios-Ichère, le député Jean Lassalle présente une nouvelle candidature à l'élection 2022 paré de sa figure traditionnelle de défenseur de la France rurale et de l'égalité des territoires. Son programme promet ainsi la fondation d'un nouveau pacte social garantissant un désenclavement des territoires ruraux, une prise en charge accrue par l'État des prestations sociales pour favoriser le bien-être de catégories d'individus "oubliées" et un rôle renouvelé de la puissance publique dans la politique industrielle et dans l'économie nationale. Sur le plan international, le candidat se montre en faveur d'une indépendance accrue de la France, par la reprise de sa souveraineté dans l'Union européenne et son désengagement de l'OTAN. Enfin, le candidat entend faire de la recherche, de la santé et de l'éducation des éléments clés de son quinquennat potentiel en multipliant les investissements publics pour favoriser l'accessibilité, l'égalité et l'efficacité des systèmes éducatifs, sanitaires et universitaires français.

NOS SOURCES Jean Lassalle



Le site officiel de campagne de Jean Lassalle:

https://jl2022.fr/



Affaires étrangères

La candidate défend un renforcement des liens avec les nations francophones et souhaite fonder la politique internationale française sur le principe du réalisme. Elle souhaite rendre à la France un rôle de puissance, de stabilité et d'équilibre, et de développer la concertation permanente des nations et le respect de leur indépendance. Concernant l'Afrique, la candidate défend la mise en œuvre d'une politique de co-développement avec l'Afrique, fondée sur l'aide au développement de l'école primaire, l'aide à l'amélioration des systèmes agricoles et l'aide au renforcement des outils de défense et de sécurité. Enfin, la candidate souhaite porter à 55 milliards d'euros le budget défense de la France d'ici 2027.

· Agriculture et alimentation

Concernant l'agriculture et l'alimentation, la candidate souhaite réduire les marges de la grande distribution et interdire les importations de produits agricoles ne respectant pas les normes de production françaises. Elle compte aussi contraindre les cantines à utiliser 80% de produits agricoles français, généraliser l'étiquetage sur l'origine et la qualité des produits et mettre en place un "plan abattoir" pour interdire l'abattage sans étourdissement. Concernant la Politique agricole commune (PAC), la candidate souhaite la transformer en Politique agricole française, afin que les critères de subventions soient fixés par la France et non plus l'Union européenne.

Climat, Énergie et Écologie

Concernant l'énergie, la candidate souhaite relancer la filière nucléaire et hydroélectrique, et investir dans la filière hydrogène. Elle défend l'arrêt des projets éoliens, le démantèlement progressif des parcs existants, et la restitution aux ménages des 5 milliards de subventions versées aux éoliennes. Elle entend également faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire.

Culture

Concernant la culture, la candidate entend promouvoir "le roman national" et refuser les repentances d'Etat qui selon elle divisent. Elle souhaite favoriser la liberté d'association, soutenir les petites structures associatives et créer une plateforme numérique dédiée au mécénat populaire du patrimoine. Concernant le patrimoine, la candidate défend l'arrêt de la politique de vente de palais et bâtiments nationaux et souhaite augmenter de 25% le budget alloué à la préservation du patrimoine.



Démographie, immigration et émigration

La candidate s'oppose à l'immigration qu'elle considère comme incontrôlée, et entend soumettre un référendum aux Français et Françaises. Y figurera une proposition de réforme de la Constitution et des modifications des lois relatives à la situation des étrangers, à la nationalité et à l'identité française. La candidate défend la fin de "l'immigration de peuplement" et le regroupement familial, le traitement des demandes de droit d'asile uniquement à l'étranger, la réservation des aides sociales aux Français, le conditionnement à 5 années de travail en France pour l'accès aux prestations sociales, et la priorité nationale d'accès au logement social et à l'emploi. Elle est également en faveur de l'expulsion systématique des clandestins, délinquants et criminels étrangers. Elle est pour la suppression du droit du sol et la limitation d'accès à la nationalité à la seule naturalisation des critères de mérite et d'assimilation. Elle défend également la réforme des accords de Schengen.

• Dépense et dette publique

La candidate souhaite mettre fin aux dépenses publiques liées à l'immigration et à l'Union européenne, et soutient le financement direct du Trésor par la Banque de France. Elle entend également renationaliser les autoroutes pour baisser de 15% les péages et privatiser l'audiovisuel public.

Économie et Industrie

La candidate souhaite supprimer la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) qui pénalise les PME-TPE locales et les impôts de production qui nuisent à la relocalisation. Pour elle, il faudra donner la priorité aux PME pour les marchés publics, conditionner les subventions à la création d'emplois, et permettre aux entreprises une hausse des salaires de 10% en exonérant cette augmentation des cotisations patronales. Concernant la politique internationale, la candidate souhaite revoir les accords de libre-échange, contraires aux intérêts de la France.

Finance

Concernant la finance, la candidate souhaite diviser par deux le taux d'intérêt maximum pour les emprunts et découverts bancaires, pour les entreprises et les ménages. Elle entend aussi créer une Autorité de Sûreté économique, pour contrôler les investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux.



Gouvernance et République

Concernant la gouvernance, la candidate propose l'inscription dans la Constitution du principe de la priorité nationale, ainsi que de la défense et promotion du patrimoine historique et culturel. Elle souhaite retirer le drapeau européen des bâtiments publics. Enfin, elle défend la mise en place d'un scrutin proportionnel à toutes les élections, l'abaissement du nombre de députés et sénateurs et la mise en place d'un septennat présidentiel non-renouvelable.

Pandémie Covid 19

La candidate ne s'est pas encore prononcée sur le sujet bien qu'elle soit en désaccord avec la gestion de la pandémie par le gouvernement actuel. Elle a ainsi dénoncé le retard pris par le gouvernement concernant la recommandation du port du masque et leur approvisionnement auprès de la population, le retard sur la gestion et mise en place de tests Covid, ainsi que sur le vaccin, arrivé tardivement selon elle. Elle se positionne néanmoins contre la vaccination obligatoire, jugée contraire aux principes fondant les politiques de santé française.

Police, Justice et Sécurité

La candidate indique faire de la sécurité une priorité du quinquennat. Ainsi, elle souhaite éradiquer les idéologies islamistes et l'ensemble de leur réseau du territoire national. Elle veut rétablir les peines planchers, supprimer toute possibilité de réduction et d'aménagement de peine, instituer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre et accélérer les procédures judiciaires en doublant le nombre de magistrats. Elle souhaite aussi inscrire au fichier des délinquants sexuels les harceleurs de rue, atteindre 85 000 places de prison en 2027, et enfin établir une perpétuité réelle.

Politique fiscale

La candidate soutient la création d'un ministère de la lutte contre les fraudes : fraudes fiscales, fraudes aux cotisations et prestations sociales, aux importations notamment. Elle souhaite également supprimer l'IFI qui taxe l'enracinement selon elle et créer un IFF, impôt sur la fortune financière, afin de taxer la spéculation.



· Recherche et éducation

Concernant l'éducation, la candidate souhaite recentrer les programmes sur l'enseignement du français, des mathématiques et de l'histoire, instaurer un uniforme au primaire et au collège, imposer la laïcité, la sécurité et la neutralité à l'école. Elle souhaite également supprimer la bureaucratie de l'Education nationale pour libérer des moyens financiers, réduire les effectifs des classes, et revaloriser les salaires des enseignants. Concernant l'enseignement supérieur, elle entend charger les établissements supérieurs de trouver une offre de stage à chaque étudiant, refuser le tirage au sort comme moyen de sélection à l'université, et rétablir progressivement un service militaire.

Santé

La candidate souhaite lancer un plan de soutien d'urgence pour la santé de 20 milliards d'euros. Dans ce cadre, elle souhaite arrêter les fermetures des lits d'hôpitaux publics et des maternités, revaloriser les salaires des personnels soignants, investir dans les technologies de santé et rapatrier la fabrication des médicaments, supprimer les ARS et réduire à 10% les postes administratifs dans les hôpitaux. Concernant la lutte contre les déserts médicaux, la candidate défend la mise en place d'incitations financières plus fortes et l'augmentation du nombre de maisons de santé.

Société

Concernant les réformes sociétales, la candidate souhaite défendre le droit des femmes en luttant contre l'islamisme. Elle entend refuser le principe de discrimination positive pour rétablir l'égalité réelle, inscrire le principe de laïcité dans le code du travail, l'étendre à l'ensemble des espaces publics et enfin interdire tout financement public des lieux de culte. Concernant l'entrée des jeunes dans la vie active, elle souhaite exonérer de l'impôt sur le revenu tous les jeunes actifs jusqu'à 30 ans et supprimer l'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs de moins de 30 ans pendant les 5 premières années. La candidate défend également l'exonération des donations des parents et grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000 euros par enfants tous les 10 ans, la revalorisation de l'Allocation Adulte Handicapé et l'augmentation de la durée des aides destinées aux proches aidants.



Travail, Chômage, Retraite

La candidate souhaite maintenir le SMIC à son niveau actuel. Concernant les retraites, elle défend leurs réindexations sur l'inflation pour soutenir le pouvoir d'achat, la revalorisation du minimum vieillesse à 1000 euros par mois, l'augmentation des petites retraites, le refus de tout allongement de l'âge de départ à la retraite, la restauration de la demi-part fiscale en faveur des veuves et veufs, et enfin la permission de retraite à ceux qui ont travaillé avant 20 ans pendant 40 annuités. Elle souhaite également augmenter le personnel médical dans les EPHAD.

Union européenne

La candidate se positionne en faveur d'un désengagement de la France dans les politiques de l'Union européenne, afin de restituer au peuple français sa souveraineté, tout en restant cependant au sein de l'UE. Elle entend donc renégocier les traités européens pour retrouver la souveraineté nationale. Concrètement, elle souhaite faire voter aux Français une modification constitutionnelle indiquant que tous les textes européens qui sont contraires à la Constitution n'auront pas d'application dans le droit interne français.

Synthèse générale

Née en 1968, Marine Le Pen est une femme politique française. Engagée dès sa majorité au Front national, parti politique d'extrême droite dirigé alors par son père, elle a occupé différents mandats locaux, tels que conseillère régionale d'Ile-de-France, du Nord-Pas-De-Calais puis des Hauts-de-France, et a siégé de 2004 à 2017 au Parlement européen. Présidente du Front national dès 2011, elle est candidate aux élections présidentielles de 2012 et 2017. Suivant une ligne politique d'extrême droite, Marine Le Pen défend un "souverainisme intégral", à la fois "politique, économique et culturel". Elle fait de la priorité nationale une de ses principales luttes, en défendant l'idée que toute personne de nationalité française devrait avoir la priorité sur les emplois, les aides sociales et les logements par rapport aux étrangers. En cas d'élection, elle entend ainsi soumettre un référendum aux Français, proposant une réforme de la Constitution et des modifications de lois relatives à la situation des étrangers, à la nationalité et à l'identité françaises, afin notamment d'endiguer l'immigration qu'elle considère comme de masse et incontrôlée. Sur le plan économique, elle s'oppose au libre-échange et se positionne en faveur d'un protectionnisme dit raisonné.

NOS SOURCES Marine Le Pen



https://www.lemonde.fr/personnalite/marine-le-pen/programme/

https://mlafrance.fr/

https://mlafrance.fr/programme

https://mlafrance.fr/pdfs/projet-le-tourisme.pdf

https://mlafrance.fr/pdfs/projet-controle-de-limmigration.pdf

https://mlafrance.fr/pdfs/22-mesures-pour-2022.pdf

https://fr.wikipedia.org/wiki/Marine Le Pen#Orientation g%C3%A9n%C3%A9rale

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/pour-marine-le-pen-la-gestion-de-la-crise-sanitaire-par-emmanuel-macron-est-une-veritable-debacle 4350793.html

https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6525419/marine-le-pen-pas-contradictoire-de-sortir-de-lotan-et-de-sallier-ponctuellement-avec-les-etats-unis.html



Affaires étrangères

Pour l'heure, pas de prononciation de la part du candidat, son programme n'étant pas encore sorti. Cependant, la ligne diplomatique tenue est celle d'une culture de la France comme "puissance d'équilibre", avec un réel engagement de la France dans les affaires étrangères dont : la présidence française de l'UE dans les prochains mois et la volonté de réaffirmer la souveraineté européenne, la politique de solidarité de la France à l'égard de l'Ukraine, des relations diplomatiques poursuivies avec les Etats-Unis et la Chine. Le candidat défend également l'investissement de la France dans la "nouvelle aventure spatiale", en faisant émerger d'ici 5 ans une offre française de lanceur réutilisable (1 550 millions euros d'investissement) (Plan France 2030).

Agriculture et alimentation

Lors de la présentation du plan France 2030 en octobre 2021, le candidat a défendu l'importance de l'investissement dans une alimentation saine, durable et traçable. Pour ce faire, il souhaite engager la troisième révolution agricole, budgétisée à 1 500 millions d'euros.

· Climat, Énergie et Écologie

Lors de la présentation du plan France 2030 en octobre 2021, le candidat a proposé et soutenu l'émergence en France de réacteurs nucléaires de petite taille avec une meilleure gestion des déchets (1 000 million d'euros d'investissement). Il soutient aussi le développement de l'hydrogène vert, avec la création d'ici 2030 d'au moins deux gigafactories d'électrolyseurs (2 300 millions d'euros d'investissement), ainsi que l'investissement dans le champ des fonds marins.

Culture

Le candidat souhaite placer à nouveau la France en tête de la production de contenus culturels et créatifs et ce, en développant des studios de tournages et de post production, en soutenant les technologies immersives et de réalité virtuelle et en favorisant l'émergence de nouvelles formations aux métiers des Industries Culturelles et Créatives (600 millions d'euros d'investissement) (Plan France 2030).



Démographie, immigration et émigration

Le candidat souhaite utiliser la présidence française de l'UE pour œuvrer à la signature d'un nouveau traité Europe-Afrique sur l'immigration. L'objectif est de penser avec les Etats d'origine une politique migratoire mieux organisée. Il défend parallèlement au niveau européen une meilleure protection contre les migrants illégaux, leur reconduite systématique dans leur pays d'origine et une réforme de l'espace Schengen. La ligne politique suivie ces derniers mois a été un durcissement des politiques migratoires de la France avec une réduction de 50% de l'octroi de visas accordés aux ressortissants algériens et marocains, et de 30% ceux accordés aux Tunisiens.

Dépense et dette publique

Concernant la dette issue de la politique du "quoi qu'il en coûte", le candidat indique qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts. Il défend le remboursement de la dette en comptant sur l'activité, c'est-à-dire l'accroissement de la production et des exportations qui généreraient du surplus permettant le remboursement.

Économie et Industrie

Lors de la présentation du plan France 2030 en octobre 2021, le candidat a défendu la décarbonation de l'industrie française. Il souhaite baisser d'ici 2030 de 35% les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2015 et ce, en misant sur la décarbonation de sites industriels très émetteurs et en déployant des solutions basées sur l'efficacité énergétique et l'électrification (5000 millions d'euros d'investissement). Le candidat propose également de produire d'ici 2030 près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides, de construire le premier avion bas carbone, de doubler la production française de composants électroniques et d'accélérer la croissance des start-up (2000 millions d'euros d'investissement) (Plan France 2030).

Finance

Pas de prononciation pour l'instant de la part du candidat. Néanmoins, les grandes lignes d'investissements financiers soutenus par le candidat se retrouvent dans la budgétisation du plan France 2030.



• Gouvernance et République

Pas de prononciation pour l'instant de la part du candidat. Lors de son mandat présidentiel, le candidat somme le suivi d'une pratique classique et gaullienne du pouvoir : si la Ve République est centrée sur la personne du Président, "clé de voûte" des institutions, il a néanmoins accentué une pratique présidentialiste préexistante. Il demeure chef incontesté des armées et de la diplomatie, déterminant seul la politique étrangère et européenne de la France avec deux cellules diplomatiques et européennes à l'Elysée, ajoutant cependant une stature politique de communication verrouillée et inédite.

Pandémie Covid 19

Le candidat ne s'est pas prononcé officiellement, mais il semblerait qu'il souhaite la poursuite de la politique de gestion actuelle de la pandémie. Pour rappel, la politique suivie depuis le début de la pandémie a été le choix de confinements, en mars 2020, octobre 2020 et février 2021, afin de contenir et d'enrayer le nombre de cas. Depuis la sortie du vaccin en mai 2021, le gouvernement mise sur une vaccination massive de la population, les confinements n'étant plus envisagés au regard des impacts sur la population et l'économie. Les restrictions actuelles pourraient être levées en avril, avant les élections présidentielles.

Police, Justice et Sécurité

Le candidat prévoit la présentation en mars en Conseil des ministres d'une loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi), qui ne pourra être votée à l'Assemblée qu'après l'élection présidentielle. Le texte prévoit d'ajouter au budget de la sécurité 15 milliards d'euros supplémentaires sur 5 ans (hausse de 25% par rapport au budget actuel). Il permettrait de doubler le nombre des enquêteurs dédiés aux violences intrafamiliales, et de doubler la présence policière dans les transports en commun aux horaires stratégiques. A plus long terme, le candidat souhaite réorganiser le travail des forces de l'ordre pour doubler leur présence sur le terrain d'ici 2030.

Politique fiscale

Pas de prononciation pour l'instant de la part du candidat. La politique fiscale menée par le candidat lors de son mandat présidentiel tend à augmenter le pouvoir d'achat des ménages, avec néanmoins des désavantages fiscaux pour les 5% des ménages les plus pauvres et des avantages proportionnellement plus importants pour les 5% les plus aisés. Les actifs du privé ont ainsi davantage bénéficié de la politique fiscale menée.



Recherche et éducation

Concernant les universités, le candidat souhaite réformer leur système de financement. Il a notamment évoqué des formations professionnelles accessibles tout au long de la vie que les universités pourraient mettre en place et qui seraient payantes, l'objectif étant de leur dégager des revenus. Concernant la formation, le candidat lors de la présentation du plan France 2030, a proposé le renforcement de l'appareil de formation pour permettre de former jusqu'à 400 000 jeunes, demandeurs d'emploi ou salariés par an dans les secteurs stratégiques (2000 millions d'euros d'investissement). Concernant la recherche, il défend le soutien de l'émergence de pôles de rang mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle (500 millions d'euros d'investissement) (Plan France 2030).

Santé

Lors de la présentation du plan France 2030 en octobre 2021, le candidat a défendu l'investissement français dans la production de 20 biomédicaments d'ici 2030 contre les cancers, les maladies chroniques dont celles liées à l'âge, et la création de nouveaux dispositifs médicaux, basés sur le numérique notamment (Plan France 2030). Concernant le système de santé, la crise sanitaire a été un accélérateur et un révélateur des forces et faiblesses du système de santé, permettant un investissement historique dans le secteur sans toutefois en finir avec les corporatismes, les blocages et le manque de personnel dans certains secteurs médicaux. Le candidat a mis en place différents plans pour les hôpitaux et le personnel soignant, tels que Ma Santé 2022 ou encore le Ségur de la Santé, revalorisant les carrières dans les hôpitaux.

Société

Le candidat ne s'est pas encore prononcé sur ce sujet.

Travail, Chômage, Retraite

Le candidat souhaite réformer le système des retraites avec néanmoins quelques modifications par rapport à son projet initial de 2017. Il indique ainsi vouloir repousser l'âge de départ à la retraite, et réformer les 42 régimes existants en créant un "régime simplifié", avec trois grands régimes, pour la fonction publique, pour les salariés, et pour les indépendants.



Union européenne

Concernant l'Union européenne, le candidat compte poursuivre et amplifier l'engagement de la France, à la faveur de la présidence du Conseil de l'UE et du changement récent de chancelier en Allemagne. Il défend et soutient le Pacte vert pour l'Europe. Il soutient également l'ambition d'une souveraineté numérique européenne, afin de définir des règles pour faire respecter certaines valeurs en ligne, mais également pour faire émerger des "champions européens du numérique". Concernant la stratégie industrielle, le candidat défend la réduction des dépendances de l'UE, en soutenant l'investissement européen dans l'électronique et les semiconducteurs, dans les biothérapies et les dispositifs médicaux innovants, ou encore dans l'exploitation durable et le recyclage des métaux critiques (Plan France 2030). Ainsi, le candidat soutient le triptyque européen basé sur les notions de relance, puissance, et sentiment d'appartenance à l'UE.

Synthèse générale

Né en 1977, Emmanuel Macron est un haut fonctionnaire, banquier d'affaires et homme d'Etat français, président de la République depuis le 14 mai 2017. Membre du parti socialiste de 2006 à 2009 et nommé après la victoire de François Hollande secrétaire général adjoint de son cabinet, il devient en 2014 ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique. Il se présente aux élections présidentielles de 2017 et est élu au second tour. Suivant une ligne politique se présentant comme dépassant le clivage droite-gauche, Emmanuel Macron peut être présenté comme social-libéral. Il défend l'engagement de la France au sein de l'Union européenne et son rôle de "puissance d'équilibre" à l'international. Lors de la présentation de son plan France 2030 en octobre 2021, il a défendu la décarbonation des secteurs énergétiques et industriels français par le développement de réacteurs nucléaires de petites tailles et de la production de véhicules électriques et hybrides. Concernant l'emploi et les retraites, il se positionne en faveur de l'allongement du temps de travail et d'une réforme des retraites basée sur trois grands régimes au lieu de 42 actuellement. Enfin, concernant les politiques de sécurité et l'immigration, il souhaite doubler le nombre de policiers sur le terrain d'ici cinq ans et augmenter d'un quart le budget alloué à la sécurité actuellement.

NOS SOURCES

Emmanuel Macron



https://www.gouvernement.fr/actualite/france-2030-un-plan-d-investissement-pour-la-france-de-demain

https://www.lemonde.fr/personnalite/emmanuel-macron/programme/

https://www.institutmontaigne.org/publications/quinquennat-macron-le-grand-decryptage

https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/environnement-quinquennat-macron-le-grand-decryptage.pdf

https://fr.wikipedia.org/wiki/Emmanuel_Macron

https://www.lejdd.fr/Politique/presidentielle-ce-que-lon-sait-deja-du-programme-de-macron-pour-un-second-mandat-4090150

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/01/06/presidentielle-2022-emmanuel-macron-evoque-les-pistes-de-son-futur-programme-social 6108461 823448.html

https://www.franceinter.fr/emissions/histoires-politiques/histoires-politiques-du-lundi-24-janvier-2022

https://www.economie.gouv.fr/files/files/2021/France-2030.pdf?v=1641479311

https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2021/10/12/france-2030-ce-qu-il-faut-retenir-des-annonces-d-emmanuel-macron-pour-refaire-de-la-france-une-grande-nation-d-innovation 6098045 6059010.html

https://www.institutmontaigne.org/blog/la-diplomatie-demmanuel-macron-ou-le-risque-de-la-solitude-strategique

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/01/20/entre-fermete-et-humanite-la-ligne-decrete-d-emmanuel-macron-sur-l-immigration 6110248 3224.html

https://www.lesechos.fr/elections/candidats/presidentielle-le-grand-defi-budgetaire-quiattend-le-prochain-chef-de-letat-1379107



Affaires étrangères

Il souhaite toujours que la France quitte le commandement intégré de l'OTAN. Jean-Luc Mélenchon souhaite renforcer la coopération avec la Russie. Il estime par ailleurs que la "Crimée est russe". Lors des crises diplomatiques qui opposent l'Occident et la Russie, il dénonce des "escalades absurdes" et une politique "agressive et dangereuse". Il est un critique de l'Allemagne qui incarne selon lui les politiques austéritaires occidentales appliquée en France depuis 1983.

Agriculture et alimentation

Le programme agricole de Jean-Luc Mélenchon se veut "ambitieux et écologique". Il prévoit notamment d'éradiquer l'insécurité alimentaire, de lutter contre la malbouffe par l'interdiction des produits additifs les plus controversés, de réduire le gaspillage et notre consommation de viande, d'assurer notre souveraineté alimentaire en réduisant les importations. Sensible à la condition précaire de certains agriculteurs, il souhaite transformer leur condition sociale et revitaliser les zones rurales. Enfin, il prône le développement d'une agriculture écologique et locale, en interdisant les néonicotinoïdes, ce qui impactera les agriculteurs.

Climat, Énergie et Écologie

Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise proposent un programme particulièrement centré sur l'interventionnisme de l'Etat. Pour l'écologie, le candidat propose une grande planification écologique. Elle passe par des mesures symboliques, comme l'instauration de la règle verte (ne pas prélever plus que ce que la Terre peut produire) dans la Constitution, ou par des ambitions énergétiques comme l'objectif de 100% renouvelable à horizon 2050 (qui inclue la sortie du nucléaire à cette échéance). Enfin, il souhaite préserver les écosystèmes et la biodiversité, en refusant les OGM, interdisant la marchandisation de la forêt française et en protégeant les espèces (par l'interdiction de pesticides notamment).

Culture

Jean-Luc Mélenchon souhaite porter le budget consacré à l'art, à la culture et à la création à 1% du PIB. Dans une série de 14 mesures, le candidat propose d'étendre et généraliser la gratuité des musées et l'encadrement des tarifs dans les lieux privés, afin de garantir l'accès à la culture à tous. Il propose également d'améliorer le statut d'intermittent du spectacle, de soutenir la création et d'utiliser la culture pour abroger les inégalités territoriales en mobilisant des plans de grands travaux culturels.



• Démographie, immigration et émigration

Concernant l'enjeu migratoire, le candidat insoumis souhaite lutter contre les causes de l'immigration. Il estime par ailleurs que chacun devrait avoir le droit de vivre chez soi. Il propose un meilleur accueil pour les migrants qui arrivent en France, en facilitant l'obtention des Visas notamment. S'il est élu, Jean-Luc Mélenchon abrogera plusieurs législations pour permettre un accueil "plus large", dont la récente loi *Asile et Immigration* du Président Emmanuel Macron. Le candidat se revendique humaniste, et estime que l'intégration ne passe pas par l'assimilation. Il propose un concept original, la créolisation, c'est à dire le "mélange et la création spontanée de pratiques culturelles communes".

Dépense et dette publiques

Jean-Luc Mélenchon est très critique en ce qui concerne ce qu'il qualifie de politiques austéritaires. Son programme est inversement proportionnel à ce phénomène. Si Jean-Luc Mélenchon était élu en mai prochain, du fait de ses nombreuses dépenses de fonctionnement et investissements dans la majorité des secteurs de l'Etat, la dépense publique augmenterait considérablement. Selon les estimations de La France Insoumise, parti du candidat, le déficit se porterait à presque 5% du PIB (avant la crise du Covid), un record jamais atteint.

Économie et Industrie

Thème omniprésent dans la majorité des programmes présidentiels, la relocalisation des activités productives est un des axes majeurs du programme économique et industriel de Jean-Luc Mélenchon. Il estime que pour les activités essentielles, l'Etat ne devrait pas dépendre de pays étrangers, que ce soit pour "se nourrir, se fournir en masque ou en doliprane". En matière économique, le candidat souhaite revenir sur les privatisations en re-nationalisant un certain nombre de secteurs, comme les aéroports, les autoroutes ou la Française des Jeux.

Finance

Jean-Luc Mélenchon se positionne comme un adversaire de la finance, dans la mesure où il souhaite largement augmenter les taxations des revenus du capital. Il se prononce par ailleurs pour un encadrement plus sévère de la finance mondial, et largement en faveur de la taxation mondiale de ce secteur.



Gouvernance et République

En 2017 déjà, Jean-Luc Mélenchon présentait un programme de rupture et de changement de modèle politique, passant à une Vlème République. Conservé dans son programme de 2022, il propose notamment la convocation d'une Assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution. Sa réforme se veut citoyenne, et souhaite lutter contre les lobbies, avec l'instauration du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) et l'abolition de la monarchie présidentielle comme mesures emblématiques. À noter que Jean-Luc Mélenchon, s'il est élu, ira au bout de son mandat de 5 ans de Président de la République.

Pandémie Covid 19

Durant la pandémie de Covid, Jean-Luc Mélenchon a soutenu le controversé professeur de médecine Didier Raoult, il a questionné l'utilité du vaccin et s'est associé au mouvement anti-pass sanitaire en votant contre les projets gouvernementaux de politique sanitaire. Parmi ses positions originales, son programme et la France Insoumise prônent l'installation massive de purificateurs d'air, tout particulièrement dans les écoles pour permettre aux enfants d'enlever leurs masques et d'étudier en sécurité.

Police, Justice et Sécurité

Jean-Luc Mélenchon propose, pour réduire les trafics de drogue, de légaliser et d'encadrer la vente et la consommation de cannabis. Pour la Justice, le candidat souhaite lancer le recrutement de fonctionnaires de justice et veut lutter contre la surpopulation carcérale en réinsérant davantage dans la société les condamnés. Il se prononce en faveur de la gratuité des procédures de divorces "ordinaires" et veut mettre un terme à l'impunité dans les cas d'agressions sexuelles et de viols.

Politique fiscale

Pour financer son couteux programme, le candidat de La France Insoumise mise sur une importante augmentation d'impôt pour les plus aisés. Son argument phare, le rétablissement de l'ISF (transformé par Emmanuel Macron en impôt sur la fortune immobilière) n'est qu'une partie de son programme. Il propose aussi d'imposer les revenus du capital au même titre que ceux du travail, porter l'impôt sur le revenu à 65%, augmenter radicalement les droits de succession ou encore rendre la taxe foncière progressive. A l'inverse, les plus précaires, comme les bénéficiaires du SMIC verraient le salaire minimum porté à 1400 euros par mois.



Recherche et éducation

En matière éducative, le candidat LFI souhaite appliquer des mesures de justice sociale et d'égalité. Il propose notamment de rendre la cantine gratuite, renforcer l'éducation à l'égalité et privilégie des notations qui "valorisent la progression des élèves". Il souhaite revaloriser les salaires des personnels enseignants, alléger leur charge de travail, recruter plus de professeurs en redonnant de l'attractivité au métier et associer l'art et la culture aux enseignements. Pour renforcer la recherche, Jean-Luc Mélenchon souhaite mettre un terme à la bureaucratie et à la mise en concurrence des chercheurs, en donnant plus de prérogatives au CNRS, garantir la gratuité des formations universitaires et augmenter les dotations aux laboratoires.

Santé

La politique de santé de Jean-Luc Mélenchon s'inscrit dans la continuité de son programme : des investissements massifs pour l'hôpital public et une rupture avec les politiques austéritaires qui ont marqué l'hôpital avec la fermeture de lits. Il souhaite ainsi reconstruire le service public hospitalier, lutter contre les déserts médicaux, élaborer un plan de santé environnementale et supprimer les mutuelles et autres complémentaires santé pour garantir l'égalité entre tous les citoyens. Le volet de santé présenté par Jean-Luc Mélenchon fait partie des plus couteux de cette campagne présidentielle.

Société

Jean-Luc Mélenchon est un candidat se revendiquant progressiste, partisan des luttes sociales et sociétales. C'est ainsi qu'il a soutenu la loi pour le mariage pour tous, ou plus récemment la PMA pour toutes. Concernant la GPA, le candidat maintient une position paradoxale : il se dit défavorable à la GPA, qui selon lui instrumentalise le corps de la femme, mais toujours prêt à reconnaître les enfants nés de GPA à l'étranger. Depuis 2017, le candidat a opéré un virage important en matière de lutte contre les discriminations, se rendant à la controversée marche contre l'islamophobie, soutenant le Comité Traoré et les luttes intersectionnelles de manière générale.

Travail, Chômage, Retraite

Une des mesures phares du programme économique de Jean-Luc Mélenchon est de revenir à la retraite à 60 ans à taux plein (aujourd'hui à 65 à taux plein). Pour garantir un salaire digne à tous, il souhaite également augmenter le SMIC à 1400 euros nets par mois, et veut instaurer un salaire maximum afin de limiter entre 1 et 20 l'écart de salaire dans une même entreprise. Enfin, il propose la réduction du temps de travail par semaine, passant de 35 à 32 heures par semaine pour les métiers pénibles, dans l'optique de "travailler mieux" et de faire ainsi baisser le chômage en augmentant le besoin de main d'œuvre.



Union Européenne

En 2017, Jean-Luc Mélenchon s'était démarqué en proposant une vision de l'UE en rupture avec les autres candidats : plan A renégocier les traités, plan B quitter l'UE en cas d'échec. En 2022, le candidat rompt avec cet euroscepticisme : il propose le principe de désobéissance aux traités "contraires aux engagements de son programme". S'il souhaite toujours changer les traités européens, qu'il qualifie régulièrement d'"austéritaires", il réfute toute idée de Frexit. Selon lui, l'UE sans la France ne peut exister, ce qui contraindra les autres pays à s'aligner sur sa ligne politique.

Synthèse générale

Dans cette élection, le candidat de La France Insoumise incarne la gauche de la gauche de l'échiquier politique. Cette radicalité s'incarne dans une lutte contre le capitalisme, une planification économique et écologique et une volonté de remettre l'Etat au centre de la décision. Il souhaite incarner une rupture avec la gauche de gouvernement, avec une réforme constitutionnelle drastique et un changement de République.

Contrairement à ses adversaires socio-démocrates, Jean-Luc Mélenchon n'est pas europhile. dominé l'austérité Ш considère ľUE comme un marché par et un obstacle à l'application de sa politique. Il souhaite faire de son quinquennat transformation politique social mais aussi avec des mesures économiques fortes, comme l'augmentation du SMIC à 1400€ ou la retraite à 60 ans. Il espère financer son couteux programme par de nouveaux impôts et une taxation très importante pour les plus riches. A titre d'exemple, pour l'impôt sur le revenu, le candidat a déclaré : "au-delà de 30 000€, je prends tout".

La diplomatie du candidat insoumis se distingue du reste de la gauche par sa volonté de dialoguer avec la Russie, tout en affirmant son opposition à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Enfin, s'il est élu, Jean-Luc Mélenchon sera, comme la grande majorité de ses concurrents à gauche, un président progressiste, soutenant toutes les avancées sociétales (à l'exclusion de la GPA).

NOS SOURCES

Jean-Luc Mélenchon



https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/presidentielle-quel-est-le-programme-de-jean-luc-melenchon-sur-l-europe-ee5ddfca-787a-11ec-b15e-c80a838fe678

https://melenchon2022.fr/livrets-thematiques/paix/

https://melenchon2022.fr/plans/alimentation/

https://melenchon2022.fr/programme/chapitre-3-planification-ecologique/

https://www.franceculture.fr/politique/culture-quelle-place-lui-donnent-les-candidats-a-la-presidentielle-2022

https://melenchon2022.fr/livrets-thematiques/migrations/

https://www.marianne.net/politique/immigration-quelles-sont-les-propositions-des-candidats-a-la-presidentielle-2022

https://www.capital.fr/economie-politique/plus-de-depenses-plus-dimpots-plus-de-dette-jean-luc-melenchon-devoile-son-contre-programme-1311250

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/que-contient-le-programme-economique-de-jean-luc-melenchon AN-202111040007.html

https://www.dailymotion.com/video/x81s9kw

https://melenchon2022.fr/programme/chapitre1-6e-republique/

https://lafranceinsoumise.fr/2021/11/05/pass-sanitaire-la-france-insoumise-depose-un-recours-au-conseil-constitutionnel/

https://www.leprogres.fr/elections/2022/02/02/le-programme-de-jean-luc-melenchon-(la-france-insoumise)

NOS SOURCES Jean-Luc Mélenchon



https://www.capital.fr/economie-politique/le-coup-de-massue-fiscal-de-jean-luc-melenchon-1421350

https://melenchon2022.fr/livrets-thematiques/ecole/

https://melenchon2022.fr/livrets-thematiques/esr/

https://www.placedelasante.fr/candidats/jean-luc-melenchon/

https://www.leparisien.fr/politique/gpa-jean-luc-melenchon-assume-sa-position-paradoxale-sur-le-sujet-15-06-2021-BTOKLW52S5EW7NSUNKMP75ZC6E.php

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/que-contient-le-programme-economique-de-jean-luc-melenchon AN-202111040007.html

https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/presidentielle-quel-est-le-programme-de-jean-luc-melenchon-sur-l-europe-ee5ddfca-787a-11ec-b15e-c80a838fe678



Affaires étrangères

Valérie Pécresse est une candidate qui ne souhaite pas quitter le commandement intégré de l'OTAN. Pour autant, dans la récente crise russe, la candidate de la droite républicaine a plusieurs fois affirmé sa volonté, si elle est élue, de travailler avec Vladimir Poutine et la Russie pour "construire la paix en Europe". Comme les candidats de droite traditionnelle, elle accorde une importance particulière à la situation des chrétiens d'Orient qu'elle soutient activement.

Agriculture et alimentation

Valérie Pécresse est une candidate qui se revendique régulièrement comme défenseur de la ruralité. A ce titre, elle propose d'augmenter les revenus des agriculteurs et de leur garantir une retraite décente. Elle souhaite que la France lance un grand plan de recherche afin que le pays se positionne en leader d'une agriculture plus durable, plus écologique. Enfin, la candidate de la droite républicaine se positionne en faveur du manger local, notamment avec la mise en place de dispositifs en circuits courts pour la restauration scolaire, hospitalière et administrative.

Climat, Énergie et Écologie

Dans son programme, Valérie Pécresse se positionne particulièrement en faveur du nucléaire comme une option stratégique garantissant une énergie propre et à bas coût pour tous les Français. Pour cela, elle souhaite que la France construise 6 nouveaux EPR, tout en décrétant des zones "sans éolienne". Elle vise un objectif de neutralité carbone à horizon 2050. Construisant sa politique écologique également à échelle européenne, elle souhaite mettre en place une taxe carbone aux frontières de l'UE.

Culture

Parmi ses propositions culturelles, Valérie Pécresse souhaite créer une "journée nationale des héros français". Cette proposition s'inscrit dans l'ADN de la droite républicaine qui plaide pour le recours au roman national pour fédérer la nation. Elle souhaite également lier éducation et culture, en jumelant chaque école à un établissement culturel de son territoire. Enfin, elle souhaite renforcer les lois sur le mécénat pour le patrimoine et veut promouvoir la création culturelle.



Démographie, immigration et émigration

La candidate de la droite propose un programme de réduction drastique de l'immigration. Parmi ses propositions de campagne, on retrouve l'expulsion de délinquants étrangers sortant de prison, d'examiner les demandes d'asile depuis l'étranger et d'instaurer des quotas d'immigrés par pays et par métier. Elle propose également de soumettre à 5 ans de résidence sur le sol national la possibilité de toucher des prestations sociales, et de restreindre l'aide médicale d'Etat aux cas graves d'urgence et de contagion.

Dépense et dette publique

Valérie Pécresse est une candidate qui souhaite massivement réduire l'endettement français. Pour cela, elle mise sur des mesures économiques de réduction des effectifs de fonctionnaires (200 000 de moins). Néanmoins, elle souhaite l'augmentation de 10% des salaires nets jusqu'à 2,2 SMIC ou le recrutement de 50 000 fonctionnaires pour "protéger, éduquer, soigner".

Économie et Industrie

Valérie Pécresse est une candidate qui souhaite stabiliser la dépense publique. Son programme s'articule entre baisses d'impôts, notamment sur les successions (100 000€ de donation défiscalisée tous les 6 ans au lieu de 12 actuellement). Elle souhaite poursuivre les baisses d'impôts de production initiées par Emmanuel Macron pour favoriser l'industrie française. Certaines mesures de Valérie Pécresse semblent coûteuses, comme la hausse de 10% du salaire net jusqu'à 2,2 SMIC, quand d'autres visent à rétablir l'équilibre, comme le départ à la retraite à 65 ans.

Finance

Valérie Pécresse n'est pas une candidate qui souhaite imposer de restrictions particulières à la finance.

Gouvernance et République

Si Valérie Pécresse devient présidente en avril prochain, elle proposera une modification constitutionnelle visant à "stopper l'immigration incontrôlée". Mis à part cette révision constitutionnelle, Valérie Pécresse ne souhaite pas modifier la Vème République, un régime mis en place par le Général de Gaulle, fondateur de sa famille politique dont elle se revendique héritière.



Pandémie Covid 19

Valérie Pécresse est une candidate qui s'est toujours positionnée en faveur d'une politique de vaccination massive. La candidate de la droite ne s'est pas opposée au pass sanitaire lors de son adoption par l'Assemblée nationale, une position qui divise son parti Les Républicains.

Police, Justice et Sécurité

Valérie Pécresse se positionne comme la candidate de l'ordre. Elle veut ouvrir 20 000 places de prison supplémentaires, dénonce le "laxisme judiciaire" et soutient activement la police. Elle souhaite lutter contre les trafics de drogue en accentuant la répression, tout en luttant pour la "reconquête de quartiers perdus de la République". Pour ce faire, elle veut créer des brigades "coup de poing" pour lutter contre l'ultra-violence dans les quartiers. Enfin, elle recrutera 16 000 personnels de justice, et augmentera de 50% son budget en 5 ans.

Politique fiscale

Parmi ses mesures fiscales, Valérie Pécresse place les droits de succession comme une priorité. Elle souhaite une exonération totale d'impôts jusqu'à 200 000 euros par enfant. L'augmentation de salaires de 10% jusqu'à 2,2 SMIC est une mesure qui jouera un rôle important dans sa politique fiscale, avec pour objectif d'augmenter le pouvoir d'achat des Français.

Recherche et éducation

En matière d'éducation, la candidate de la droite républicaine souhaite mettre l'accent sur la baisse de niveau des "petits français". Pour lutter contre, elle propose d'ajouter deux heures de français et une heure de maths en primaire. Elle souhaite aussi l'instauration de classes de remise à niveau à l'entrée de la 6ème pour les élèves qui en ont besoin. Ancienne ministre de l'Enseignement et de la recherche, Valérie Pécresse veut renforcer l'autonomie des universités et prône une revalorisation des carrières des enseignants.

Santé

La candidate des Républicains souhaite mettre en place un "plan d'urgence pour la santé". Il se caractérise par une débureaucratisation de l'hôpital, dont les dépenses de fonctionnement alourdissent son action malgré des moyens très importants investis dans les dépenses de santé publique. Elle souhaite également lutter contre les déserts médicaux en renforçant le pouvoir décisionnel des collectivités territoriales, en confiant aux présidents de région la direction des agences régionales de santé.



Société

Autrefois contre le mariage pour tous et la procréation médicalement assistée, Valérie Pécresse s'est récemment prononcée en faveur de ces deux textes législatifs à tendance progressistes. Contrairement à la plupart des progressistes, elle est en revanche en défaveur de la légalisation du cannabis et souhaite appliquer une politique répressive en la matière. Elle estime que la légalisation du cannabis ferait "sauter l'interdit de la drogue".

Travail, Chômage, Retraite

Pour soutenir le système de retraite français, Valérie Pécresse souhaite passer l'âge du départ à la retraite de 62 à 65 ans avec une pension d'au moins un SMIC "si on a travaillé toute sa vie", tout en renforçant la dégressivité des allocations chômage tous les 6 mois. En ce qui concerne le temps de travail, la candidate des Républicains souhaite abroger les 35 heures par semaine. La candidate LR a proposé qu'on puisse convertir ses RTT en salaire sans limites. Elle souhaite également complètement défiscaliser et décharger les heures supplémentaires, sans aucune restriction et sans aucun plafond.

Union européenne

La candidate de la droite républicaine est une candidate pro-UE. Elle souhaite néanmoins refonder l'accord de Schengen et mettre fin aux politiques d'élargissement de l'UE. Elle souhaite instaurer la préférence européenne dans la consommation et appelle à construire des "champions industriels européens". Enfin, avec sa proposition de taxe carbone aux frontières de l'UE, elle souhaite amplifier la politique de Green Deal.



Synthèse générale

Valérie Pécresse candidate de droite républicaine l'élection est la la présidentielle de 2022. A ce titre, la présidente du conseil régional d'Ile-de-France se positionne en candidate de l'ordre. Son programme en terme de sécurité en témoigne, elle en fera l'une de ses priorités lors de son quinquennat si elle est élue. Autre priorité, l'immigration : la candidate de la droite dénonce le laxisme d'Emmanuel Macron en la matière et souhaite instaurer des quotas annuels pour réguler et réduire les flux migratoires. Elle reste une candidate pro-européenne dans sa vision de la diplomatie et de l'économie. Parmi ses autres priorités, on retrouve l'éducation et la santé dont elle renforcera les moyens. Elle propose également des mesures moins traditionnelles à droite, comme l'augmentation des salaires de 10% jusqu'à 2,2 SMIC, et d'autres mesures plus classiques pour la droite, comme repousser l'âge de départ à la retraite de 62 à 65 ans. Socialement enfin, elle reste une candidate modérée : elle soutient la PMA et le mariage pour tous, mais refuse toute légalisation de drogue.

NOS SOURCES

Valérie Pécresse



https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/valerie-pecresse-non-on-ne-quitte-pas-le-commandement-integre-de-l-otan-car-on-perd-un-contrat VN-202111140311.html

https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/valerie-pecresse-non-on-ne-quitte-pas-le-commandement-integre-de-l-otan-car-on-perd-un-contrat VN-202111140311.html

https://valeriepecresse.fr/projet/agriculture/

https://www.letelegramme.fr/france/les-grandes-lignes-du-projet-de-valerie-pecresse-pour-la-france-04-12-2021-12881254.php

https://www.franceculture.fr/politique/culture-quelle-place-lui-donnent-les-candidats-a-la-presidentielle-2022

https://www.contrepoints.org/2021/12/21/417443-le-programme-de-valerie-pecresse-est-a-completer

 $\frac{\text{https://www.letelegramme.fr/france/les-grandes-lignes-du-projet-de-valerie-pecresse-pour-la-france-04-12-2021-12881254.php}$

https://www.capital.fr/economie-politique/le-programme-economique-de-valerie-pecresse-1421991

https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Valerie-Pecresse-presente-un-projet-constitutionnel-pour-stopper-limmigration-incontrolee-1761793

https://www.lefigaro.fr/politique/passe-sanitaire-divises-les-republicains-restent-silencieux-20210806

https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/presidentielle-pecresse-defend-sa-vision-de-l-union-europeenne-et-attaque-macron AN-202112090305.html

https://www.leparisien.fr/elections/presidentielle/presidentielle-salaires-rtt-securite-valerie-pecresse-deroule-son-programme-chez-bourdin-18-01-2022-FSLUGQ6ACZBDNEPQ4HSUL4QBAU.php

https://www.europe1.fr/politique/presidentielle-valerie-pecresse-veut-alleger-la-fiscalite-sur-les-successions-4089709

 $\frac{https://www.letelegramme.fr/france/les-grandes-lignes-du-projet-de-valerie-pecresse-pour-la-france-04-12-2021-12881254.php$

https://www.placedelasante.fr/candidats/valerie-pecresse/

 $\underline{\text{https://www.europe1.fr/politique/valerie-pecresse-si-on-legalise-le-cannabis-on-fait-sauter-linterdit-sur-ladrogue-4040812}$

 $\frac{\text{https://www.letelegramme.fr/france/les-grandes-lignes-du-projet-de-valerie-pecresse-pour-la-france-04-12-2021-12881254.php}$

https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/presidentielle-pecresse-defend-sa-vision-de-l-union-europeenne-et-attaque-macron AN-202112090305.html



Affaires étrangères

Concernant la politique internationale, le candidat souhaite mettre fin à la « Françafrique » qui contribue selon lui à entretenir oppression, misère et exploitation en Afrique, au nom des intérêts de la France et des multinationales françaises. Sont ainsi soutenus le retrait des troupes militaires, ainsi que l'arrêt des exportations d'armes françaises en Afrique mais aussi partout ailleurs.

· Agriculture et alimentation

Le candidat souhaite combattre "les capitalistes de l'agrochimie", en interdisant les intrants chimiques, tels que les pesticides, les engrais, les herbicides et les fongicides. La proposition centrale est le développement des circuits courts, soit la reconstitution d'un tissu économique de proximité et ce, par le développement des ateliers de fabrication et des marchés locaux. Le candidat souhaite également assurer un revenu minimum garanti à tous les paysans.

• Climat, Énergie et Écologie

Concernant l'énergie, le candidat propose l'élaboration d'un plan aboutissant à 100% d'énergies renouvelables en 2050. Il souhaite créer des services publics de l'énergie, en nationalisant les grands groupes comme EDF, Engie, Veolia, Total, fermer immédiatement les centrales nucléaires de plus de 30 ans et arrêter complètement le nucléaire d'ici 10 ans. L'abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs est également soutenu. Concernant l'écologie, il veut développer des produits durables, réparables, recyclables et mettre fin à l'obsolescence programmée.

Culture

Le candidat soutient l'accès à la culture pour tous, c'est-à-dire l'accès aux œuvres, mais également l'accès à la formation artistique et aux pratiques créatives. Il propose donc le développement d'un réseau culturel public de proximité. Il souhaite abroger la loi Hadopi, et refondre les droits d'auteur, pour garantir des conditions de vie décentes à tous les artistes.

• Démographie, immigration et émigration

Le candidat s'oppose au pouvoir qui selon lui stigmatise les immigrés et fait la chasse aux migrants. Les seuls responsables de la misère sont le patronat et le gouvernement. Il défend la liberté de circulation et d'installation, la régularisation des sans-papiers, le droit de vote des étrangers résidents en France, et enfin soutient l'idée d'abolition de frontières.



Dépense et dette publiques

Le candidat soutient la création d'un million d'emplois dans les services publics, mesure d'urgence en réponse au chômage et à la précarité. Cela doit contribuer à la défense et à l'extension de la Sécurité sociale, l'accès aux biens essentiels par la gratuité des services publics ainsi qu'à l'appropriation sociale des secteurs clés de l'économie, tout en contrant les capitalistes. Il souhaite également réquisitionner les banques privées dans un monopole public bancaire, afin de contrôler le crédit et les investissements.

Économie et Industrie

Le candidat soutient la suppression des exonérations de cotisations sociales pour les entreprises. Il souhaite également rendre publics les comptes des entreprises et leurs projets, et en finir avec le secret bancaire. Il défend la réquisition des secteurs clés de l'économie par l'Etat, dans les secteurs de l'énergie, du transport, de la communication ainsi des secteurs clés de l'industrie (pharmaceutique par exemple).

Finance

Le candidat souhaite constituer un monopole public du crédit et ce, en fusionnant avec les banques. L'objectif est de stopper la spéculation, et d'orienter les richesses et investissements vers des projets socialement utiles. Le candidat s'oppose au système capitaliste, prégnant en France mais aussi irriguant le système international, celui-ci étant responsable selon lui de la précarisation des travailleurs et de la pauvreté.

Gouvernance et République

Le candidat soutient des réformes importantes concernant le système de gouvernance. Il défend ainsi la suppression de la présidence de la République concentrant trop de pouvoir, ainsi que la suppression du Sénat, qu'il considère comme une assemblée de notables élus par des notables. Il soutient le vote à la proportionnelle intégrale, le droit de vote à toutes les élections pour les résidents étrangers, l'interdiction du cumul des mandats. Concernant la Constitution, il souhaite l'abroger, la considérant comme imposée après le coup d'Etat de De Gaulle en 1958.

Pandémie Covid 19

Pas de prononciation de la part du candidat.



· Police, Justice et Sécurité

Concernant la sécurité, le candidat souhaite supprimer les lois sécuritaires et l'état d'urgence. Il refuse par ailleurs la déchéance de nationalité. Concernant la police, le candidat défend la suppression des corps spéciaux de répression (BAC, BRAV). Il souhaite désarmer la police, en commençant par les unités au contact de la population, en interdisant tous les armements offensifs (Flash-Ball, Taser, grenades de désencerclement). Enfin, concernant la justice, l'amnistie de tous les manifestants inculpés est également soutenue.

Politique fiscale

Concernant la fiscalité, le candidat défend la suppression du CICE, "Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi", qui coûte selon lui 20 milliards d'euros par an à l'Etat.

Recherche et éducation

Concernant l'enseignement supérieur, le candidat souhaite conserver une université gratuite et non sélective, interdire la présence de vigiles et de vidéosurveillance sur les campus, supprimer la présence des patrons dans les conseils d'administration des universités, et enfin limiter à 20 le nombre d'élèves par classe dans les lycées. Concernant la formation et l'apprentissage, le candidat soutient la mise en place d'un pré-salaire d'autonomie financé par les cotisations patronales, l'interdiction des stages obligatoires non rémunérés, ainsi qu'un salaire au SMIC minimum pour les jeunes en apprentissage. Concernant le système éducatif, le candidat compte créer massivement des postes de fonctionnaires dans l'éducation nationale, supprimer les subventions publiques aux écoles privées.

Santé

Concernant la santé, le candidat souhaite mettre fin à l'austérité budgétaire à l'hôpital. Il compte créer 120 000 emplois pour maintenir les établissements de proximité, exproprier les actionnaires des cliniques privées, mais aussi abroger la réforme de la tarification hospitalière, la loi Touraine et la loi Bachelot. Il souhaite également assurer le remboursement des soins à 100% par la Sécurité sociale et donc supprimer les assurances "complémentaires santé", supprimer les "franchises et forfaits" du "forfait hospitalier", et interdire tout dépassement d'honoraire. Il soutient la création d'une nouvelle branche "perte d'autonomie" de la Sécurité sociale, assurant ainsi le financement d'un service public de perte d'autonomie. Enfin, le candidat soutient la procréation médicalement assistée ainsi que l'euthanasie et le suicide assisté dans la mesure où il est librement décidé.



Société

Concernant les réformes sociétales, le candidat soutient l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et le respect du quota de 6% de salariés handicapés. Il souhaite mettre en place des allocations familiales dès le premier enfant, augmenter les moyens d'accueil pour les femmes victimes de violences et les personnes victimes de LGBTphobies.

Travail, Chômage, Retraite

Concernant le travail, le candidat défend une augmentation des salaires de 400 euros pour tous, un SMIC à 1800 euros nets et une indexation des salaires sur le coût de la vie. Il soutient la réduction drastique du temps de travail, en commençant par 32 heures par semaine sur 4 jours sans perte de salaire, ainsi qu'une sixième semaine de congés payés. Il souhaite mettre en place un revenu d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans. Concernant la retraite, elle serait à taux plein et par répartition à 60 ans, et 55 ans pour les travaux pénibles.

Union européenne

Concernant l'Europe, le candidat considère l'Union européenne comme trop libérale, imposant l'austérité aux travailleurs et agissant au service des plus puissants. Il souhaite construire une "Europe des travailleurs", rejeter les traités de libre-échange, et lutter contre l'évasion fiscale.

Synthèse générale

Né en 1967, Philippe Poutou est un ouvrier, syndicaliste et homme politique français. Ouvrier dans une usine Ford, il a milité dans les rangs de la CGT pendant 10 ans jusqu'à sa fermeture en 2019, tout en s'engageant dans des partis d'extrême gauche, à savoir Lutte ouvrière (LO), puis la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), devenue en 2007 le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Candidat aux élections présidentielles de 2012 et 2017, il est élu en 2020 conseiller municipal à Bordeaux, en tête de la liste "Bordeaux en lutte". Suivant une ligne politique d'extrême gauche, Philippe Poutou s'oppose au grand patronat et dénonce le système capitaliste, source d'oppression pour l'immense majorité de la population selon lui. Défendant majoritairement les conditions de travail des salariés, son programme propose une augmentation du SMIC à 1800 euros nets, une indexation des salaires sur le coût de la vie, une réduction du temps de travail à 32 heures, une sixième semaine de congés payés, une retraite à taux plein et par répartition à 60 ans ainsi que la création d'un million de postes dans les services publics. Sur le plan sociétal, il déclare vouloir abroger les lois sécuritaires et supprimer l'état d'urgence, supprimer les corps spéciaux de répression, désarmer la police, et garantir pour tous la liberté de circulation et d'installation, notamment en régularisant les sans-papiers.

NOS SOURCES Philippe Poutou



https://www.lemonde.fr/personnalite/philippe-poutou/programme/

https://poutou2022.org/programme

https://poutou2022.org/node/138

https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe Poutou



Affaires étrangères

Fabien Roussel annonce que dans son programme que la France, grâce au siège dont elle dispose au Conseil de sécurité, s'engagera en faveur de la démocratisation des Nations Unies. Elle agira, en particulier, pour renforcer le poids de l'Assemblée générale au bénéfice des pays du Sud, ainsi que les moyens des agences et opérateurs de l'ONU. De plus, la France quittera l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) et demandera sa dissolution. Elle favorisera, en Europe et avec les États voisins, la création d'un cadre commun de coopération et de sécurité collective, lequel devra être défini par une conférence européenne.

Agriculture et alimentation

Le candidat indique qu'une loi d'orientation et de programmation agricole sera soumise à la représentation nationale. Elle aura pour objectif de garantir des prix de base rémunérateurs du travail paysan, tout en contenant les prix des produits industriels nécessaires à la production. Ensuite, il déclare vouloir réformer la politique agricole commune (PAC). Par ailleurs, la nouvelle majorité remettra en cause les accords de libre-échange et agira pour sortir l'agriculture des négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Une conférence pour l'économie et l'écologie bleue sera organisée, regroupant toutes les personnes impliquées.

Climat, Énergie et Écologie

Fabien Roussel prévoit de doter la France d'une grande politique conforme aux recommandations du Giec, et d'y consacrer 140 milliards €/an. De plus, il souhaite favoriser les transports écologiques et collectifs. Il prévoit la réouverture de petites lignes SNCF, abandonnées au fil des années par les gouvernements successifs, afin de désenclaver les territoires ruraux. Ensuite, il ambitionne de mettre en place une loi de programmation soumise au Parlement, en faveur de la rénovation des logements et des bâtiments qui proposera la mise en place d'une obligation de rénovation énergétique performante, sociale et progressive des logements d'ici 2040 et de rénovation globale des passoires thermiques d'ici 2030, sans reste à charge pour les plus modestes.



Culture

Le candidat ambitionne d'organiser des états-généraux de la culture, interdisciplinaires et décentralisés. De plus, il aspire à créer un grand ministère de la Culture, de l'Éducation populaire et des Médias qui serait doté de la compétence la plus large. Par ailleurs, l'intervention publique en matière culturelle se verra consacrer 1 % du PIB, au-delà du 1 % du budget de l'État. Le régime de l'intermittence dans le spectacle vivant et audiovisuel, serait conforté. Les artistes et les auteurs seraient dotés d'un statut propre et davantage protecteur. Pour finir, il souhaite mettre en œuvre un plan national pour l'éducation artistique à l'école qui se développera de la maternelle à l'université, assurant son intégration aux programmes scolaires et construisant les indispensables collaborations avec la création dans sa diversité.

Démographie, immigration et émigration

Le candidat entend mettre en œuvre une politique d'humanité pour accueillir les populations migrantes. À cet effet, les tests osseux seront interdits pour les mineurs non accompagnés qui seront protégés dans le respect de la Convention internationale des droits de l'enfant. De plus, des voies légales et sécurisées devront être ouvertes pour les migrants, en respect du droit international. Enfin, il ne sera plus accepté que des hommes, des femmes, des enfants fuyant la guerre, les dictatures ou fuyant les dérèglements climatiques soient traités avec inhumanité.

· Dépense et dette publique

Fabien Roussel prévoit de mettre en place une politique de développement agricole industriel, qui permettrait aux populations de travailler et d'habiter dans ces territoires. En outre, il annonce qu'une loi de programmation pour les Outre-mer sera exposée au Parlement afin de rattraper les retards de tous les territoires en services publics.

Économie et Industrie

Le candidat souhaite renforcer, étendre et démocratiser les services publics et l'économie sociale et solidaire. Il prévoit que sera engagé une réappropriation publique et sociale de la SNCF, d'EDF, d'Engie, de La Poste et de France Telecom. En ce qui concerne l'industrie, le candidat envisage de développer une nouvelle industrialisation de la France en réduisant toutefois l'empreinte carbone du pays. Ensuite, il prévoit qu'une loi d'orientation et de programmation sera confiée au Parlement dans l'objectif d'encourager une nouvelle industrialisation du pays. Elle s'appuiera sur l'emploi, la formation et les capacités créatrices des femmes et des hommes de la France.



Finance

Le candidat propose un fond national et des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, et la nationalisation de groupes stratégiques. Selon lui, ces appropriations publiques permettront d'acquérir une maîtrise publique et sociale du développement des grandes filières industrielles et de services. Ensuite, il prévoit la constitution d'un pôle financier public grâce à la nationalisation des grandes banques et compagnies d'assurances privées. Par ailleurs, le statut des réseaux bancaires d'origine mutualiste sera réformé pour les libérer de la financiarisation et rendre le pouvoir à leurs sociétaires. Enfin, le candidat souhaite que la France milite en faveur d'une monnaie commune mondiale, à partir des droits de tirage du FMI, ce qui devrait permettre de contrer l'influence du dollar dans les échanges commerciaux et d'encourager le développement de tous les peuples.

Gouvernance et République

Fabien Roussel souhaite mettre un point final au présidentialisme. Il propose que le Président n'ait plus qu'un rôle de représentation de la nation et que son élection au suffrage universel soit supprimée. Ensuite, il souhaite instaurer la proportionnelle intégrale qui permettra la juste représentation des courants politiques en fonction de leur influence électorale. Par ailleurs, les citoyens et citoyennes disposeront de nouveaux pouvoirs : Un droit de pétition permettra à 500 000 citoyennes et citoyens de pouvoir déposer une proposition de loi à l'ordre du jour des Assemblées. Enfin, une nouvelle étape de décentralisation sera mise en œuvre enclenchant une nouvelle organisation de la République à partir de nos 35 000 communes et des 101 départements français.

Pandémie Covid 19

Fabien Roussel souhaite que la levée des brevets sur les vaccins soit une priorité. Il trouve injuste que les pays les plus pauvres soient à peine vaccinés. Il propose que la nouvelle majorité agisse pour faire de la santé et de la protection sociale un droit universel. En ce sens, elle agira pour une coopération mondiale pour faire des médicaments et des vaccins des biens communs universels.

• Police, Justice et Sécurité

Le candidat propose un grand plan de sauvetage de notre justice. Il propose d'améliorer l'institution carcérale, d'en renforcer les moyens et de la rendre plus humaine. En ce qui concerne la sécurité, il défend une police nationale de proximité. De plus, il souhaite faire face efficacement à la prolifération nucléaire et enfin, créer un pôle public des industries d'armement.



Politique fiscale

Le candidat annonce qu'il mettra en place un nouvel impôt sur les sociétés. Il sera progressif, en fonction du chiffre d'affaires et des résultats des entreprises. De plus, la fiscalité des donations et des successions sera profondément modifiée. Sa progressivité sera intensifiée, en doublant le nombre de tranches en fonction de la valeur des biens transmis et de la capacité contributive des donataires et héritiers assujettis. Ensuite, il prévoit que les impôts indirects, tels que la TVA, diminuent. Pour finir, l'impôt sur la fortune sera rétabli.

Recherche et éducation

Fabien Roussel souhaite transformer l'éducation en avançant vers une école commune pour toutes et tous : il souhaite instaurer un droit à la scolarité à 2 ans, augmenter le temps scolaire pour parvenir à 27 heures par semaine en maternelle et en élémentaire, et à 32 heures au collège. Par ailleurs, 90 000 recrutements d'enseignants seront planifiés, et la sélection à l'entrée de l'université sera supprimée. Enfin, il souhaite mettre en place un revenu, fixé à 850 euros par mois, pour tous les étudiants et toutes les étudiantes.

Santé

Le candidat annonce que la puissance publique agira contre les déserts médicaux : par exemple, un médecin ne pourra s'installer dans une zone dense que si un autre médecin part à la retraite. Aussi, il aimerait que les centres de santé soient massivement développés. De plus, il voudrait que les quotas officiels ou officieux pour les formations initiales médicales soient supprimés et que 12 000 places d'étudiants et d'étudiantes en médecine soient ouvertes par an. Enfin, il annonce que dès 2022, sera créé sur trois ans 300 000 emplois en Ehpad et 100 000 aides à domicile.

Société

Le candidat annonce qu'il créera un ministère des Droits des femmes de plein droit, et que le droit à l'IVG sera inscrit dans la Constitution comme droit fondamental. Il souhaite également instaurer la gratuité des protections hygiéniques qu'il considère comme des produits de première nécessité. Par ailleurs, il aimerait que toutes les victimes et co-victimes de violences sexuelles et conjugales puissent accéder, immédiatement et gratuitement, aux soins en psychotraumatologie dans le cadre d'une prise en charge par la Sécurité sociale. De plus, il envisage de mettre en place un plan d'action contre les stéréotypes de genre depuis la crèche jusqu'à l'enseignement supérieur et professionnel. Également, il assure le respect du droit des enfants porteurs de handicap à la scolarité de la maternelle à l'université.



Travail, Chômage, Retraite

Le candidat souhaite construire un droit universel à l'emploi et à la formation. À cet effet, il propose une loi sur la sécurité d'emploi ou de formation qui sera proposée au Parlement ainsi qu'un nouveau service public unifié de l'emploi et de la formation professionnelle qui aura une mission de sécurisation de l'emploi et des revenus, de formation continue et d'insertion. Ensuite, il annonce vouloir faire passer la semaine de travail à 32 heures, sans diminution de salaires afin de travailler moins pour travailler mieux. Enfin, une loi rétablira la retraite à 60 ans, à taux plein.

Union Européenne

Fabien Roussel propose d'agir pour rendre définitive la fin des 3% de déficits publics autorisés et du carcan d'austérité que constitue le pacte « de stabilité ». Il envisage de construire une Union nouvelle : celle des peuples et des nations souverains, libres et associés. Ensuite, il aimerait mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne et de la placer sous contrôle démocratique des États et des peuples. Il annonce vouloir refonder un euro qui ne soit plus au service de la rente, mais du développement humain et écologique. Enfin, il milite pour une Europe « à géométrie choisie » ce qui permettra de prendre en compte la diversité des volontés populaires, afin de promouvoir les projets de développement qui y correspondent.

Synthèse générale

Fabien Roussel est né le 16 avril 1969 à Béthune. Il est un homme politique, membre du Parti communiste français. Il est également député dans la vingtième circonscription du Nord depuis 2017 et secrétaire national du PCF depuis 2018. Défendant les idées du PCF, Fabien Roussel a décidé d'orienter sa campagne sur le soutien aux personnes vulnérables, et notamment des jeunes. Il propose un renforcement des moyens dédiés à l'éducation afin d'offrir un système scolaire qualitatif. Il souhaite également augmenter le recrutement de nouveaux enseignants afin que les classes ne dépassent pas 20 à 25 élèves. Par ailleurs, Fabien Roussel s'est engagé à créer une police de proximité dotée de 30 000 membres. Il dénonce également une France ravagée par les logiques financières du capital et du profit. A cet effet, il prône l'amélioration des conditions de travail des employés et des fonctionnaires notamment la réduction du temps de travail à 32 heures. Pour finir, le programme de Fabien Roussel est orienté vers la conquête de l'égalité réelle et de l'émancipation pour que chacune et chacun aient une vie digne et sécurisée. À cet effet, il propose de garantir l'égalité des droits des personnes LGBTQI+ avec le changement d'état-civil libre et gratuit notamment.

NOS SOURCES

Fabien Roussel



https://www.fabienroussel2022.fr/le_programme

https://www.google.com/search?client=safari&rls=en&q=programme+des+candidats&ie=UTF-8&oe=UTF-8

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/14/le-programme-de-fabien-roussel-a-la-presidentielle-2022 6113611 823448.html

https://www.la-croix.com/France/programme-fabien-roussel-presidentielle-2022-promesses-campagne-2022-02-25-1201202159

https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/02/25/fabien-roussel-publie-des-temoignages-et-des-documents-pour-repondre-aux-accusations-erronees-d-emploifictif 6115220 6059010.html

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/que-contient-le-programme-economique-de-fabien-roussel_AN-202202170025.html

https://www.reussir.fr/election-presidentielle-2022-le-programme-agricole-de-fabien-roussel



Affaires étrangères

Christiane Taubira défend un repositionnement stratégique de la France vers une conception plus exigeante des droits humains. Elle affirme également la nécessité d'une décolonisation effective de l'Afrique par la fin des dispositifs de « Françafrique » et la mise en place d'investissements de solidarité accrus des pays riches vers les pays pauvres. Enfin, elle veut limiter la vente d'armes et la signature d'accords de libre-échange au respect de l'environnement et des droits humains.

Agriculture et alimentation

En matière agricole, la candidate Taubira défend une augmentation massive de la part de l'agriculture biologique dans les modes de production agricole français. Pour cela, elle défend la mise en place de financements publics accrus pour soutenir les agriculteurs, et propose des commissions de coordination pour gérer la transformation agricole. Elle défend également la suppression de la TVA sur les produits issus de l'agriculture biologique.

Climat, Énergie et Écologie

Christiane Taubira entend faire de la lutte contre le réchauffement climatique et de la transformation de nos modes de vie une priorité de son potentiel quinquennat. Elle promeut un soutien public renforcé au développement de l'agriculture culturelle et à la relocalisation d'entreprises produisant des produits respectant les normes écologiques en France. La candidate veut également introduire un crime d'écocide, interdire l'élevage en cages et permettre à l'État de prendre en charge à 80% la rénovation des « passoires thermiques ». Enfin, elle propose une interdiction de vente des véhicules thermiques dès 2030 et un doublement du bonus écologique à l'achat de véhicules non-polluants.

Culture

Christiane Taubira affirme que sa vie et son parcours son indissociables de la culture, dont elle affirme l'importance majeure dans l'émancipation individuelle et la cohésion nationale. Elle entend favoriser un financement humain et non dicté par des impératifs économiques de l'offre culturelle et diversifier les équipements afin de mettre fin au territoire manquant d'infrastructures. La candidate s'est également montrée favorable au métissage culturel et à la prise en compte de nouvelles formes de cultures dans l'identité française.



• Démographie, immigration et émigration

En matière migratoire, Christiane Taubira défend une approche française et européenne plus humaine des flux de réfugiés. Elle entend promouvoir la création d'une agence européenne de l'asile permettant de sortir des règlements de répartition de Dublin, jugés indignes des valeurs européennes. La candidate défend également un accueil plus ouvert des réfugiés et une lutte renouvelée de l'État contre les passeurs de migrants.

Dépense et dette publique

Pour Christiane Taubira, la dette publique ne constitue pas un fardeau mais la trace d'un investissement nécessaire de l'État dans l'économie. Elle défend ainsi la fin de l'austérité budgétaire et la mise en place de dépenses nouvelles de l'État afin de soutenir la jeunesse, d'augmenter le pouvoir d'achat et de relancer l'économie française durement affectée par la pandémie.

• Économie et Industrie

En matière d'économie, la candidate Taubira entend privilégier la préservation du pouvoir d'achat des Français et la garantie des mêmes droits à tous les travailleurs, notamment en luttant contre le phénomène d'uberisation. Elle défend également une revalorisation des salaires nets les plus bas en portant le SMIC à 1 400 euros. La candidate se montre enfin favorable à une extension du RSA aux jeunes sans ressources et à un revenu jeune mensuel de 800 euros.

Finance

La candidate Taubira entend lutter contre les excès de la finance en réinstaurant progressivement un contrôle de l'État sur les investissements et la spéculation boursière. Elle entend également développer en parallèle des actifs financiers avec un capital de 20 000 euros financé par des actifs publics, permettant à chaque individu de monter son propre projet dans la société.

Gouvernance et république

Christiane Taubira estime que la République française se montre aujourd'hui paralysée par les polémiques et les dysfonctionnements inhérents aux récentes évolutions politiques. Elle propose ainsi de renouer avec les valeurs fondatrices de la gouvernance française, en faisant du respect d'autrui et de la lutte contre les discriminations une priorité de l'action publique, notamment en matière éducative et culturelle.



Pandémie Covid 19

À l'instar de la plupart des candidats déclarés, Christiane Taubira juge sévèrement le bilan sanitaire de l'exécutif. Elle l'accuse d'avoir favorisé la désinformation et permis de creuser les inégalités. Pour lutter contre la pandémie, la candidate critique le pass vaccinal mais se montre favorable à une vaccination obligatoire pour l'ensemble des adultes. Elle promeut également un maintien des aides financières mises en place pendant la pandémie et la formation d'un nouveau paradigme social dans le rôle joué par l'État au sein de l'économie.

Police, Justice et Sécurité

En matière sécuritaire, Christiane Taubira s'est plusieurs fois montrée critique envers l'institution policière pour son racisme et entend permettre une meilleure prise en charge de ce type de violence dans le traitement des plaintes. Elle entend également renforcer les moyens de la justice en France.

Politique fiscale

La candidate Taubira entend s'attaquer aux inégalités jugées galopantes dans la société française en accroissant les prélèvements fiscaux visant les plus riches. Elle désire ainsi la suppression des niches fiscales en matière de succession afin de limiter la transmission de capital et la reproduction des inégalités. La candidate veut également créer un impôt sur l'extrême richesse pour les patrimoines supérieurs à 10 millions d'euros et porter à 45% de taxation effective les impôts de succession sur les très hauts patrimoines.

Recherche et éducation

Christiane Taubira entend faire entrer l'enseignement privé dans la carte scolaire afin de garantir la mixité sociale tout en défendant une laïcité exigeante par l'obligation du respect des principes républicains par les écoles hors contrat. Elle défend également la mise en place d'enseignements sur les violences sexuelles et sexistes dès l'école primaire et la création dès le collège d'une « véritable » éducation sexuelle au consentement avec la mise en place d'un brevet de non-violence.



Santé

Christiane Taubira entend renforcer le service public de la santé en France en créant, durant son potentiel quinquennat, près de 100 000 postes dans les hôpitaux publics pour augmenter l'offre de soin. Elle propose également une refonte des conditions d'installation et d'exercice de la médecine afin de lutter contre la désertification médicale. Enfin, la candidate défend une légalisation régulée du cannabis.

Société

La candidate Taubira entend faire de la lutte contre les inégalités hommes-femmes et pour la parité l'une des priorités de son action présidentielle. Elle promeut ainsi une meilleure éducation des enfants et des adolescents sur le consentement et les violences sexistes et sexuelles. La candidate veut également consacrer un milliard d'euros à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et augmenter les places en centre d'hébergement pour les victimes de violences conjugales.

Travail, Chômage, Retraite

La candidate Taubira entend défendre la dignité et le droit de vivre décemment de son travail. Elle propose ainsi une revalorisation des salaires nets par des négociations entre entreprises et salariés, ainsi qu'une augmentation du SMIC à 1400 euros nets. Elle veut également encadrer les loyers afin de limiter les hausses du foncier tout en luttant contre l'uberisation du travail pour garantir à tous les travailleurs les mêmes droits. La candidate veut enfin renforcer la fiscalité sur les plus hauts revenus pour garantir une redistribution accrue vers les pensions de retraite les plus faibles.

Union européenne

Christiane Taubira veut profiter de la présidence française de l'Union européenne pour défendre et réaffirmer le socle commun des valeurs européennes. Elle entend également permettre à la France de retrouver sa pleine souveraineté industrielle et stratégique, afin de mener une politique de réindustrialisation du territoire en dépit des directives européennes. Elle veut enfin renforcer la démocratie européenne et les pouvoirs du Parlement directement élu.



Synthèse générale

L'ancienne ministre de la Justice Christiane Taubira défend un programme marqué à gauche et tourné vers la préservation du pouvoir d'achat et la lutte contre les inégalités et les discriminations. La candidate défend ainsi plusieurs mesures visant à revaloriser les salaires les plus faibles et à lutter contre la précarité, financés par une augmentation de la fiscalité sur les plus aisés et notamment sur les hautes successions. En matière internationale, la candidate défend une France plus exemplaire, tournée vers la reprise en main de sa souveraineté industrielle et la promotion du développement économique et des valeurs démocratiques. La candidate défend également une lutte importante contre les inégalités et les violences sexuelles et sexistes, en mettant notamment la question de l'éducation et de la sensibilisation au cœur de sa stratégie. L'écologie constitue également une de ses priorités centrales, autour de la promotion d'un soutien de l'État aux changements des modes de production agricole et de déplacements, ainsi que d'une réindustrialisation verte et soutenable du pays. Enfin, Christiane Taubira défend une revalorisation du secteur de la santé et une meilleure égalité territoriale en luttant contre la désertification médicale et les inégalités culturelles jugées menaçantes pour la cohésion sociale.

NOS SOURCES

Christiane Taubira



https://www.avectaubira.fr/nos-combats/

https://www.leprogres.fr/elections/2022/01/31/le-programme-de-christiane-taubira-(primaire-populaire)



Affaires étrangères

Sur le plan international, Éric Zemmour entend rendre à la France sa grandeur et son indépendance. Il affirme ainsi que le pays doit s'émanciper du partenariat atlantique en restaurant une bonne relation avec la Russie de Vladimir Poutine. Le candidat défend également un rétablissement de la souveraineté française en Europe, en mettant un terme au soutien français à la progression de la politique étrangère communautaire. Enfin, il entend prioriser la défense des intérêts français à la promotion d'une posture morale sur la scène internationale, par exemple en acceptant des partenariats avec l'ensemble des nations y compris autoritaires, si cela convient à l'intérêt national français.

Agriculture et alimentation

Sur le plan agricole et alimentaire, Éric Zemmour défend une vision nationale et ruraliste de la situation française. Il appelle à revaloriser le métier d'agriculteur en défendant la mise en place de circuits courts et en limitant les regroupements de plusieurs enseignes. Le candidat appelle également à protéger la production agricole française en limitant la concurrence étrangère et les importations alimentaires. Enfin, il défend une restauration de la « fierté rurale » en favorisant le renouvellement générationnel des agriculteurs et en réorientant des fonds publics vers la revalorisation des métiers et des modes de vie ruraux.

Climat, Énergie et Écologie

La lutte contre le réchauffement climatique ne doit pas pour Éric Zemmour menacer les modes de vie quotidien des Français ni le territoire. Il entend ainsi préserver les paysages des constructions éoliennes, réorienter le soutien public vers le renouvelable thermique et limiter l'artificialisation et la pollution des sols. Enfin, il compte s'attaquer au libre-échange qui constitue l'une des causes majeures des perturbations environnementales.

Culture

Éric Zemmour mobilise le pouvoir symbolique d'une certaine vision de la culture française, vue comme un héritage historique commun forgeant une communauté nationale. Il réalise ainsi de nombreuses interprétations historiques, parfois contestées, pour légitimer ses thèses et ses engagements. En matière de mesures culturelles concrètes, il propose de redonner toute sa place à la culture française dans l'éducation et dans l'espace public, tout en défendant une privatisation d'une partie du service public TV et radio permettant de supprimer la redevance télévisuelle.



Démographie, immigration et émigration

L'immigration constitue l'un des thèmes de prédilection du candidat Zemmour, qui affirme que la population française « de souche » serait menacée par un grand remplacement des populations étrangères et notamment musulmanes. Il propose ainsi de durcir considérablement les entrées sur le territoire afin de stopper les flux entrants, de supprimer le droit du sol et les mesures favorables aux étrangers, ainsi que de renvoyer les étrangers qu'il juge « indésirables ». En matière démographique, le candidat veut également renforcer les allocations familiales et développer la politique nataliste afin d'accroître le solde naturel de la population d'origine européenne.

Dépense et dette publique

Le candidat Zemmour veut s'attaquer à l'assistanat, qui serait caractéristique du système de protection sociale française. Pour réduire les dépenses publiques et la dette française, il affirme vouloir réaliser plusieurs milliards d'euros d'économie en mettant fin aux aides perçues par les étrangers et en contrôlant les flux migratoires entrants dans le pays. Il cible notamment l'aide médicale de l'État qu'il souhaite supprimer afin de « reprendre le contrôle de la dette française ».

• Économie et Industrie

Éric Zemmour désire restaurer une industrie nationale française puissante, en favorisant la relocalisation de nombreuses productions stratégiques sur le territoire national. Il propose également de favoriser la production française en limitant les investissements étrangers, en créant des zones franches industrielles et en favorisant les entreprises françaises dans la commande publique. Il désire enfin restaurer la compétitivité des entreprises en réduisant les impôts de production et les impôts sur les sociétés des TPE-PME tout en simplifiant les démarches administratives.

Finance

Le candidat Zemmour se méfie du secteur de la finance, qu'il juge comme phagocyté par des intérêts étrangers et qu'il a plusieurs fois critiqué dans ses ouvrages pour son rôle apparent dans les crises financières et la mondialisation des dernières décennies. Il appelle ainsi à réglementer le secteur en instaurant un contrôle des investissements étrangers, et promet de renforcer la priorité nationale dans les financements privés comme dans l'attribution de la commande publique.



Gouvernance et République

Éric Zemmour considère la République française en péril face à la progression de l'islamisme, aux dangers des flux migratoires incontrôlés qui traverseraient le pays et aux contestations idéologiques qui menaceraient ses fondements. Il entend ainsi recentrer l'éducation républicaine et les symboles publics autour d'une volonté de souder la communauté nationale, son identité française et sa fierté patriotique. Il désire ainsi prioriser les Français et Françaises et restaurer l'autorité et les valeurs traditionnelles françaises.

Pandémie Covid 19

Le candidat Zemmour étrille le gouvernement pour sa gestion jugée chaotique de la crise sanitaire en l'accusant d'avoir instrumentalisé les mesures de restriction sanitaires à des fins politiciennes. Opposé au pass vaccinal et à l'obligation vaccinale, il promet également de permettre de vivre avec le virus en mettant fin aux mesures de restriction des libertés imposées au pays. Le candidat veut enfin tirer les leçons de la pandémie en relocalisant les industries stratégiques sur le territoire national.

Police, Justice et Sécurité

Éric Zemmour défend un durcissement de la politique sécuritaire française en réduisant le « laxisme de la justice ». Il propose ainsi l'instauration de peines planchers, l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans et le renforcement des moyens de la police. Sa vision de la sécurité passe également par une répression accrue des délinquants étrangers, avec une expulsion voulue de 10 000 prisonniers étrangers et la mise en place d'une déchéance de nationalité pour les multirécidivistes binationaux.

Politique fiscale

Éric Zemmour désire alléger la pression fiscale pesant notamment sur les entreprises par plusieurs baisses d'impôts et de charges. Il propose notamment la fin des droits de succession dans la transmission d'entreprises, ainsi que la baisse des impôts de production. Il défend également un renforcement du pouvoir d'achat des ménages et un encouragement au travail par la suppression de la redevance audiovisuelle, la défiscalisation de la prime de participation pour les salariés et les employeurs ainsi que l'exonération fiscale totale des heures supplémentaires.



Recherche et éducation

Le candidat Zemmour propose de renouer avec certaines méthodes particulières de l'éducation. Il désire ainsi réinstaurer les anciennes filières au baccalauréat, recentrer les apprentissages autour des enseignements fondamentaux (maths, français, histoire) et remettre en place des classes de niveaux et le certificat d'études primaires. Il affirme également vouloir défendre l'école et l'université face aux idéologies, telle que l'islamo-gauchisme, et rétablir l'autorité dans l'apprentissage des connaissances.

Santé

Le candidat Zemmour promet de réaliser des économies dans les dépenses publiques de santé en proposant de recentrer les aides sociales sur les nationaux par la suppression de l'aide médicale d'urgence et la limitation des prestations perçues par les étrangers. Il promet également de lutter contre l'assistanat et la fraude sociale par différentes mesures répressives et un renforcement des contrôles pour « identifier les vrais assurés ».

Société

Éric Zemmour insiste sur sa volonté de restaurer « la fierté française » en défendant une ligne globalement conservatrice et nostalgique d'une « certaine France » glorieuse. Il entend notamment lutter contre « le fléau islamique » en renforçant la discrétion religieuse et l'influence étrangère apparente sur les musulmans. Le candidat défend également une vision conservatrice de la femme, bien qu'il s'engage à renforcer la protection des victimes de violences conjugales, et entend prémunir la société des idéologies qui lui seraient néfastes.

Travail, Chômage, Retraite

Afin de relancer l'emploi et la compétitive des entreprises, Éric Zemmour propose une baisse des impôts de production et sur les sociétés. Il entend également encourager le travail en défiscalisant totalement la prime de participation ainsi que les heures supplémentaires. Son programme promet de renforcer le pouvoir d'achat en augmentant les salaires les plus modestes et en réduisant les dépenses de l'État, notamment par un report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et une priorisation des nationaux français dans les systèmes d'embauche et la commande publique.



Union européenne

Éric Zemmour défend une vision nationaliste de l'Europe en rejetant les principes de supranationalité atteignant la souveraineté française. Il désire mettre fin au système communautaire de Schengen pour reprendre le contrôle des frontières nationales et poser le veto français aux accords de libre-échange communautaires. Son programme revendique également la fin de la fédéralisation de l'Union ainsi que la remise en cause de la primauté du droit européen sur le droit national. Enfin, il désire construire une Europe des Nations respectant « la dignité des peuples » et empêchant d'afficher le drapeau européen sans le drapeau français.

Synthèse générale

Éric Zemmour défend pour la présidentielle 2022 un programme cohérent avec les thèses développées depuis plusieurs années dans ses essais. Dressant un tableau sombre d'une France en déclin et menacée par un grand remplacement étranger, il entend redonner à la République sa grandeur par une réaffirmation des valeurs d'autorité et d'identité nationale. Désireux de mettre fin aux flux migratoires traversant le pays, l'essayiste devenu candidat entend incarner une France indépendante et nationaliste sur la scène internationale, en limitant l'intégration européenne et en rejetant son versant fédéraliste. Le candidat défend enfin un programme assez libéral et nationaliste en économie, en promettant une lutte contre les fraudes aux allocations et une maîtrise des dépenses publiques par la fin des aides accordées aux étrangers. Dans la sphère éducative, Zemmour entend restaurer l'autorité de l'État en recentrant les programmes scolaires autour des enseignements fondamentaux et de la création d'un sentiment d'appartenance national. Enfin, il entend mener une politique sécuritaire volontariste en mettant fin à l'insécurité selon lui galopante, par un renforcement de l'arsenal judiciaire, une réduction du laxisme des juges et un contrôle total des flux migratoires, source selon le candidat d'une grande part des maux du déclin français.

NOS SOURCES Éric Zemmour



Le site de campagne d'Éric Zemmour, contenant son programme détaillé par thèmes:

https://programme.zemmour2022.fr

L'article Wikipédia du livre d'Eric Zemmour Le Suicide Français, paru en 2014:

https://fr.wikipedia.org/wiki/Le Suicide français

NOS RECOMMANDATIONS

Générales sur le quizz



Les questions du quizz une fois confrontée à l'analyse sur les candidats, a permis de mettre en évidence qu'il n'était **pas toujours évident de faire correspondre les idées politiques** perçues au travers de différentes sources avec les réponses du quizz. Il est donc important de garder en tête cette difficulté lors de l'élaboration du quizz finale et d'avertir les utilisateurs sur ce biais.

Il arrive que certains candidats ne se sont **pas encore exprimés** sur les thématiques abordées, ce qui a mené entre autre à des difficultés pour trouver des informations. Certaines catégories se ressemblent. A ce titre, les questions d'économie et de finance sont souvent traitées conjointement par les candidats, un rapprochement entre ces deux thématiques pourraient être souhaitable.

De plus, il est recommandé de porter une attention accrue aux mesures apportées par les candidats en explicitant les opinions et visions de chacun et chacune.

Ainsi, nous recommandons de **poursuivre le travail de création de notes explicatives de certaines mesures techniques.** (Exemple : question sur les retraites - indiquer de manière simple la situation telle qu'elle est actuellement afin de contextualiser les avis des candidats sur la question). Il est par ailleurs souhaitable d'ajouter **une case "le candidat ne s'est pas prononcé"**, en plus de "je ne sais pas/ça ne m'intéresse pas", ce qui est rarement le cas pour un candidat.

A l'inverse, certaines problématiques propres à certains candidats mais centrales, pourraient être ajoutées pour augmenter la pertinence, le degré de correspondance entre l'opinion des candidats et le quizz. Certaines problématique comme la guerre en Ukraine sont également manquantes et montrent que le quizz peut être en perpétuel renouvellement au vu de l'actualité politique.